restez chez vous

Le Monde de l'administration

Quotidien National d'Information ● www.lemondeadm.com

Jeudi 30 Juillet 2020 / N° 925 Prix : 20 DA

En dépit de la nouvelle conjoncture

L'ALGÉRIE, ATTRACTIVE EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENT

Economie

Une convention de coopération entre le CNES et le Conseil de la concurrence signée

Transport maritime :

Hausse de 7,43% du trafic de marchandises au port de Béjaia au 1er semestre 2020

Pandémie, poste et liquidités, lutte contre l'émigration clandestine,

L'Etat présent sur tous les fronts

Crise libyenne :

L'Algérie appelle l'ONU à s'investir dans une solution inclusive

Modernisation de la justice:

Forte interaction avec la plateforme du parquet électronique

Traite des personnes:

L'Algérie pâtit de ce problème

Aid El Adha:

Appel à la vigilance lors de l'utilisation des outils

Algérie poste-Banque d'Algérie:

Le dispositif de coordination permettra une mobilisation maximale de liquidités

Produits halieutiques

Ferroukhi ambitionne d'atteindre 166.000 tonnes/an.

Emploi

L'ANSEJ change officiellement de tutelle

Hydrocarbures

Sonatrach et le groupe espagnol CEPSA signent un mémorandum d'entente

En dépit de la nouvelle conjoncture

L'Algérie, attractive en matière d'investissement

En dépit de la nouvelle conjoncture dictée par les répercussions néfastes sur l'économie du pays, le gouvernement ne compte pas lésiner sur les moyens et les ressources afin de faire redémarrer la machine de production, tout en veillant à la préservation du caractère social de l'État. À travers un nouveau modèle économique, l'Etat compte s'inscrire dans la rupture totale avec les méthodes de gestion du passé et engager une nouvelle démarché marquée par une adéquation des politiques publiques et sectorielles et une rénovation de la gouvernance économique. Cette stratégie devrait permettre, à court et à moyen termes, de mettre en place une économie où la forte dépendance aux hydrocarbures et la dépense publique seront réduites graduellement. Récemment, des experts économiques et des dirigeants d'entreprises ont souligné les facteurs d'attractivité de l'Algérie en matière d'investissement, en saluant les mesures décidées par les pouvoirs publics pour encourager les investisseurs étrangers. Ils ont salué les réformes entreprises par le gouvernement en vue d'améliorer l'attractivité du pays et stabiliser le cadre réglementaire régissant l'investissement, estimant que la pandémie du Covid-19 est un facteur d'accélération et de transformation du modèle économique algérien, jusque-là basé sur la rente et les hydrocarbures. Rappelant que l'Algérie est en transition économique, ces experts ont formulé le vœu de voir des investisseurs étrangers associés dans une logique de partenariat gagnant-gagnant aux projets de croissance et de diversification lancés en Algérie. Dans ce contexte, ils ont énuméré les principaux secteurs à fort potentiel de développement, à savoir la production industrielle, l'agriculture, l'agro-industrie, les filières de transformation, l'industrie manufacturière, l'industrie minière, la pétrochimie, les énergies renouvelables et l'industrie du digital. Ils ont mis en avant aussi la possibilité de relocalisation des chaines de valeur industrielles, soutenant que l'Algérie avec sa proximité avec l'Europe et sa position géographique en Afrique peut devenir un partenaire dans tous les secteurs. Pour rappel, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait, maintes fois rappelé que les attentes sociales légitimes exprimées par les populations, demeurent au centre des préoccupations de l'Etat et seront satisfaites à travers les projets qui sont en cours de réalisation et ceux encore en voie d'être lancés. En donnant des instructions fermes lors d'une séance de travail consacrée à l'examen du projet de Plan national de relance socio-économique qui sera soumis aux prochaines réunions du Conseil des ministres, le chef de l'Etat aura pris les devants avec des mesures pratiques visant l'édification d'une nouvelle économie nationale soustendue par la diversification des sources de croissance, l'économie du savoir et la gestion rationnelle des richesses nationales. Le Président Tebboune a donné des instructions détaillées à chacun des ministres concernés, à l'effet d'opérer des réformes structurelles dans la cadre de la politique générale du gouvernement, à même d'assurer une exploitation optimale et transparente de toutes les potentialités et richesses naturelles nationales, à commencer par les mines dont regorge l'Algérie. Pour le Président Tebboune, l'édification d'une véritable nouvelle économie passe par le changement des mentalités et la libération des initiatives de toute entrave bureaucratique, la révision des textes juridiques en vigueur, ou leur adaptation en fonction de la logique économique et non des pratiques conjoncturelles, ce qui permettra de mieux exploiter le génie national et de générer les richesses et les emplois sans exclusion, ni exclusive.

le Premier ministre a affirmé que les priorités ont été définies en vue de traduire les mesures et fixer avec précision les délais d'exécution du plan d'action du gouvernement pour pallier les inégalités en matière de développement local, notamment dans les régions du Sud, les zones montagneuses et rurales

Le Président de la République a mis l'accent sur l'impératif de générer de la valeur ajoutée dans chaque projet, appelant à explorer toutes les terres, y compris les terres rares, aux fins d'amortir le recul des recettes de l'Etat. Il a instruit le ministre de l'Industrie à l'effet de présenter les cahiers des charges déjà disponibles, lors du prochain Conseil des ministres, et d'optimiser les dérivés du pétrole et du gaz en vue de revoir le Produit national à la hausse. Par ailleurs, le Président Tebboune a affirmé que la mouture finale du Plan de relance socio-économique sera présentée à tous les opérateurs économiques algériens, une fois approuvée en Conseil des ministres, en tant que feuille de route ayant des délais de mise en œuvre, pour faire l'objet d'évaluation à l'expiration de ces délais, précisant que ce Plan national doit préserver le caractère social de l'Etat et le pouvoir d'achat du citoyen, notamment la classe défavorisée. Au terme de la séance de travail, le Président de la République a appelé les ministres concernés à entamer immédiatement, sous la supervision du Premier ministre, la recherche des mécanismes efficaces à même de réduire, à court terme, les dépenses inutiles et d'augmenter les revenus à travers l'encouragement de la production nationale, la généralisation de la numérisation et la lutte contre l'évasion fiscale, le gaspillage et la surfacturation, afin de permettre au pays de surmonter les difficultés conjoncturelles induites par la double crise issue du recul des revenus des hydrocarbures et de la propagation de la pandémie de la Covid-19.Dans ce cadre, la dépense publique continuera de servir de levier de développement et de la croissance dans le cadre d'une politique budgétaire rénovée et dont l'objectif sera de maintenir l'effet de la dépense publique comme instrument de l'investissement public et comme un stimulant à l'activité économique productive. Cette nouvelle démarche adoptée par l'exécutif devrait favoriser l'émergence d'une politique de diversification économique, de transformation structurelle et de rénovation du modèle de financement de l'économie. À ce titre, le Premier ministre a affirmé que les priorités ont été définies en vue de traduire les mesures et fixer avec précision les délais d'exécution du plan d'action du gouvernement pour pallier les inégalités en matière de développement local, notamment dans les régions du Sud, les zones montagneuses et rurales. Conscient de la spécificité, de la priorité et de la sensibilité du dossier du développement, le gouvernement est disposé à œuvrer à la prise en charge de ces préoccupations dans le but de garantir un développement équitable au profit de toutes les régions du pays, sans exclusion ou marginalisation, avait assuré M. Djerad, précisant que ce volet constitue une priorité majeure pour le gouvernement qui non seulement partage le même diagnostic mais également l'impératif de réunir toutes les conditions d'une vie décente aux citoyens où qu'ils se trouvent et quelque soit leur wilaya. La vérité amère est qu'il existe des zones d'ombre et d'exclusion, y compris dans la capitale du pays, a-t-il déploré ajoutant que l'Algérie ne peut pas fonctionner à deux vitesses et notre peuple mérite une meilleure prise en charge où qu'il se trouve. Soulignant l'engagement du gouvernement à poursuivre les programmes d'infrastructures et d'équipements prévus dans les différentes régions du pays, dans le cadre d'une nouvelle approche participative, le Premier ministre a fait état d'un travail en cours pour la révision de la nomenclature nationale des projets de développement, notamment ceux gelés, reportés ou non encore entamés. D'autre part, le gouvernement compte adopter une nouvelle approche en matière de lutte contre le chômage et s'engage à assurer une couverture sanitaire équitable et de qualité, tout en œuvrant à remporter le défi de la qualité dans le secteur de l'éducation. À ce propos, M. Djerad a mis en avant la nécessité de poursuivre les efforts dans le domaine de l'emploi, à travers l'adoption d'une nouvelle approche reposant sur un traitement purement économique, tout en réitérant la détermination du gouvernement à prendre en charge les préoccupations des jeunes exerçant dans le cadre des dispositifs d'insertion socio-professionnelle, des agents contractuels et des remplaçants, à travers une étude approfondie et détaillée de ce problème épineux, afin de trouver les solutions possibles pour établir des passerelles avec le marché du travail aux fins de leur insertion dans la vie professionnelle. Il a évoqué, en outre, la redéfinition de l'ordre de priorité de réalisation de ces projets dans chaque wilaya en fonction des besoins réels, capacités disponibles, le dividende socio-économique suivant les spécificités de chaque région. Le Premier ministre a, en outre, mis en avant la volonté du gouvernement d'assainir l'administration des pratiques bureaucratiques désuètes à travers la mise en œuvre d'une panoplie de mesures pratiques détaillées dans le Plan d'action, affirmant que le renforcement de la gestion décentralisée était une préoccupation partagée par l'Exécutif, qui s'emploiera à l'amélioration de la performance dans tous les domaines.

M. H

Pandémie, poste et liquidités, lutte contre l'émigration clandestine,

L'Etat présent sur tous les fronts

Prévenir la propagation de la Covid-19, prodiguer les soins nécessaires aux patients touchés par la pandémie, encadrer le rush sur les bureaux de poste en assurant des liquidités suffisantes, à l'approche de la fête de l'Aïd el Adha, autant de défis que les pouvoirs publics s'emploient à relever dans une conjoncture des plus difficiles, relèvent des observateurs de la scène nationale. Tâche complexe s'il en est, d'autant qu'elle est constellée de difficultés auxquelles l'Etat fait front avec détermination, en dépit des rancœurs et de la malveillance véhiculées par certains médias, ainsi que sur les réseaux sociaux alimentés par des parties malintentionnées dont il n'est pas difficile de deviner les visées. Ces mêmes parties que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait fustigé lors du dernier Conseil des ministres, en avertissant contre la manipulation qui se trame contre le pays. C'est dans ce sens qu'il avait dit: "le nombre d'actions qui ont touché des établissements du secteur de la santé ne visent rien d'autres qu'à ternir la réputation du pays et montrer qu'il était inapte à gérer la crise sanitaire".S'agissant de la pandémie planétaire de coronavirus, le Gouvernement a pris les devants dès l'apparition de l'épidémie dans notre pays, en prenant un certain nombre de mesures à même de limiter l'expansion de la maladie.De l'instauration du confinement partiel dans les régions les plus affectées, à l'interdiction de la circulation automobile entre les wilayas les plus touchées, en passant par les efforts gigantesques déployés pour équiper les hôpitaux en moyens de dépistage et de soins, l'Etat algérien n'a pas lésiné sur les moyens, rappellent les mêmes sources. Dans le contexte de cette lutte contre la Covid-19, l'Algérie est passée d'un laboratoire de test de l'Institut Pasteur à trente centres, auxquels s'ajoutent les universités, les hôpitaux et les laboratoires privés, alors que des pays du voisinage continuent à fonctionner avec seulement deux centre de dépistage, ajoute-t-on.Rappelons, par ailleurs, que le Président de la République avait ordonné de garantir une assurance spéciale à tous les médecins et professionnels de la santé qui sont en première ligne face au Coronavirus, d'impliquer les comités de quartier et la société civile pour aider, de concert avec les walis, à encadrer les citoyens et la population locale.

Liquidités dans les agences postales

Les parties, qui s'acharnent contre le pays, exploitent tout pour ternir l'image l'Algérie et le présenter sous la posture d'un état incapable de se Prendre en charge, selon des observateurs. Ainsi, la question des liquidités dans les agences postales a été largement médiatisée, à l'approche de l'Aïd el Adha, au moment où le Gouvernement a pris l'initiative de mobiliser toutes les structures de la Poste afin de répondre à la demande de la population, et atténuer la demande excessive de liquidités en plafonnant momentanément le montant des retraits à 30.000,00 DA. Le Gouvernement encourage le paiement par carte bancaire, mais, incite le public à utiliser l'interopérabilité qui permet aux clients d'Algérie Poste détenteurs de cartes magnétiques d'accéder au réseau monétique des banques, en plus de celui d'Algérie Poste, et vice-versa. Une interopérabilité dûment mise en œuvre comme l'a confirmé le directeur de l'Agence de Sétif du Crédit Populaire d'Algérie (CPA), Samir Satta.Rappelons, à ce propos, que cette interopérabilité a été rendue possible grâce à une convention signée entre la Société d'automatisation des transactions interbancaires et de monétique (Satim) et Algérie Poste, sous la conduite du GIE Monétique, organe de régulation de la monétique en Algérie. En outre, pour faciliter aux citoyens les retraits en espèces de leurs salaires et des pensions de retraites, les retraits en espèces auprès des bureaux de poste ont été exceptionnellement suspendus pour les personnes morales, titulaires de Comptes Courants Postaux (CCP).Il y a également lieu de relever, dans ce contexte, le rôle néfaste de l'informel qui thésaurise une grande masse de liquidités en plus des retraits massifs qu'effectuaient quotidiennement certains acteurs de ce secteur. De l'avis des citoyens mêmes, toutes les opérations gérées par le réseau postal, qui reçoit un nombre très élevé de citoyens, sont assujetties aux précautions dictées par la situation sanitaire due au Covid-19.Les agences postales ainsi que les banques offrent, en effet, des conditions idoines dans la gestion des attentes à travers la mise à disponibilité de chaises, de produits désinfectants au profit des clients, tout en veillant aux respects des mesures de distanciation physique. Le Gouvernement promet une réponse forte, à la mesure des attentes du public, et ce, afin de faire avorter toute velléité de manipulation de cette situation. D'autant que le problème de liquidités n'est pas le seul axe de déstabilisation utilisé par les personnes malintentionnées qui exploitent, entre autre autres, le phénomène des "Harraga"' pour ternir l'image de l'Algérie.

Phénomène des "Harraga", manipulation et contrevérités

La toile s'est enflammée pour relayer des informations sur l'arrivée d'un nombre "important" de "Harraga" sur les côtes de la rive nord de la Méditerranée. Pourtant, il est désormais avéré que les dernières traversées clandestines étaient surtout composées de Marocains et de Subsahariens. À rappeler aussi, à ce propos, que ces groupes de jeunes migrants, composés en grande partie d'étrangers qui ont traversé dernièrement la Méditerranée pour rejoindre l'Espagne, ont aussi été alléchés par des promesses de régularisation de leur situation une fois arrivées en terre ibérique. De plus, il convient de relever que les embarcations utilisées, en particulier les canots semi-rigides de Type "Zodiac", propulsées par de puissants moteurs, ne sont pas à la portée du premier venu. Leur acquisition est forcément le fait de personnes fortunées dont les moyens ne sont pas étrangers a de trafics de tout genre y compris celui de la drogue, selon des spécialistes. Notons, par ailleurs, que les citoyens bloqués à l'étranger et qui réclamaient leur rapatriement vers leur pays, ont commencé à rejoindre l'Algérie grâce à la prise en charge de ce problème par les hautes autorités du pays à leur tête le Président de la République. Ce qui dénote de l'attachement viscéral des Algériens à leur mère patrie.Il est patent que l'Etat algérien, malgré la conjoncture économique difficile, ne lésine sur aucun moyen pour relever les importants défis de l'heure avec détermination, sérénité, et dans un cadre de concertation.

Kassous El Aldja / Ag

Crise libyenne :

L'Algérie appelle l'ONU à s'investir dans une solution inclusive

L'ambassadeur et représentant permanent de l'Algérie auprès des Nations Unies, Sofiane Mimouni, a appelé le Conseil de sécurité de l'ONU à s'investir pleinement dans la recherche d'une solution politique inclusive en Libye et à promouvoir une "action multilatérale concrète" face à la crise dans ce pays en proie aux violences depuis 2011.S'exprimant lors d'une réunion virtuelle de consultations informelles avec les pays voisins de la Libye et autres pays concernés, organisée mardi par le Comité des sanctions du Conseil de sécurité des Nations Unies sur la Libye, le représentant permanent de l'Algérie a déploré "l'inertie" du Conseil de sécurité face aux "violations récurrentes" de ses résolutions notamment celles relatives à l'embargo sur les armes. Par la même occasion, l'ambassadeur Mimouni, a appelé l'organe exécutif de l'ONU à "mettre fin aux interférences étrangères et à redynamiser le processus politique" tout en rappelant les répercussions importantes de la situation en Libye sur la stabilité des pays voisins. À ce titre, le diplomate a estimé que les sanctions "ne devraient pas être une fin en soi, mais devraient plutôt être considérées comme un outil essentiel pour soutenir le processus politique. Elles doivent, par conséquent, être pleinement mises en œuvre au risque de perdre tout sens et toute crédibilité». Dans ce cadre, le représentant permanent de l'Algérie a souligné les axes principaux sur lesquels repose l'approche algérienne concernant la situation en Libye. Le premier point est lié au principe: " il ne peut y avoir de solution militaire en Libye. Et cela ne doit pas rester un simple slogan", a dit Mimouni, soulignant à ce propos, "l'urgence d'agir de manière décisive pour garantir un cessez-le-feu durable et relancer le dialogue entre toutes les parties libyennes». Il a rappelé par la même que l'Algérie s'est engagée avec tous les acteurs libyens, les pays voisins, ainsi qu'avec les partenaires concernés à œuvrer pour éviter une escalade militaire en Libye et s'appuyer sur les cadres d'action déjà existants. S'agissant du deuxième, explique-il, il a trait au devoir de "toutes les parties prenantes concernées de réaffirmer de nouveau leur engagement aux conclusions de la Conférence de Berlin et s'abstenir de nourrir la division et l'effusion de sang en Libye». À ce titre, l'ambassadeur Sofiane Mimouni a tenu à réitérer l'attachement "ferme" de l'Algérie à l'égard des conclusions de la Conférence de Berlin et sa détermination à poursuivre son engagement au sein du Comité international de suivi afin d'assurer un environnement favorable au processus politique libyen. En troisième lieu, le diplomate a mis l'accent sur "l'importance primordiale de la centralité d'une démarche inclusive qui permettrait d'aboutir à une solution politique inclusive définie par les Libyens et pour les Libyens"."Il appartient aux Libyens de ramener la paix dans leur pays et de reconstruire des institutions fortes et unifiées sans ingérence étrangère, qu'elles soient de nature politique ou militaire", a-t-il insisté. Mimouni a assuré également que l'Algérie, en tant que pays voisin, "s'efforcera toujours de préserver les droits légitimes des Libyens et la stabilité des pays voisins et d'agir pour faire partie de la solution et non une partie du problème». Le quatrième et dernier point consiste en la nécessité d'"un engagement international fort pour respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Libye ainsi que le droit de son peuple de disposer de .ses ressources naturelles". Il a estimé qu'il "ne peut y avoir d'Ouest ou d'Est, ni de Nord ou Sud. Il n'y a qu'une Libye et un peuple libyen avec des aspirations légitimes pour un avenir pacifique dans un pays prospère». Dans le prolongement de l'objectif de l'Afrique de faire taire les armes, le diplomate a indiqué que la vision de l'Algérie ainsi que ses efforts "s'inscrivent dans le contexte du plein respect de la dignité de la vie humaine et de sa sacralité qui ne peuvent souffrir davantage de marchandages politiques». À la fin, il a appelé le Conseil de sécurité ainsi que la Communauté internationale à "se détacher des agendas nationaux étroits et à promouvoir une action multilatérale concrète en soutien d'une solution politique en Libye".

A.A

Traite des personnes:

L'Algérie pâtit de ce problème

Le Directeur général des relations multilatérales au ministère des Affaires étrangères, Lazhar Soualem, a plaidé pour l'intensification des efforts internationaux face au crime de la traite des personnes, soulignant que l'Algérie pâtissait de ce fléau du fait des crises récurrentes dans la région.En marge d'une Journée d'étude sur le thème "Non à l'exploitation des personnes", organisée par le Comité national de prévention et de lutte contre la traite des personnes, en coordination avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), M. Soualem a mis en avant l'impératif d'intensifier les efforts internationaux en matière de lutte contre le crime de la traite des personnes, expliquant que "l'Algérie pâtit de ce fléau du fait des crises récurrentes dans la région, un terreau favorable aux activités des groupes criminels".L'organisation de cette manifestation en dépit de la pandémie Covid-19 vise à "témoigner notre solidarité avec les victimes de la traite des personnes, souligner la gravité de ce phénomène transcontinental, et sensibiliser la société dans toutes ses composantes (institutions, société civile, secteur privé et corps de sécurité) sur ce fléau qui relève du crime organisé", a-t-il indiqué au sujet de cette rencontre, organisée au Centre international des conférences (CIC) Abdelatif Rahal, à l'occasion de la Journée mondiale de la dignité des victimes de la traite d'êtres humains (30 juillet).L'Algérie, a-t-il ajouté "pâtit du problème de la traite des personnes, car la région est le théâtre de crises récurrentes qui constituent un terreau favorable aux groupes et réseaux criminels qui injectent les revenus du crime organisé dans d'autres activités criminelles, tels que le terrorisme, les trafics d'armes et de drogue et la traite des personnes». Rappelant que " l'Algérie n'a eu de cesse d'appeler à se pencher sur les causes à l'origine de ces déplacements par milliers et à activer la coopération internationale", il a affirmé qu'aucun pays" ne peut faire face, seul, à ce crime qui connaît des proportions alarmantes». Qualifiant d'"hallucinants" les recettes de la traite des êtres humains, estimées à quelque 150 milliards USD/an, M. Soualem a souligné qu'il s'agit là, du troisième trafic criminel le plus lucratif dans le monde après celui des armes et des drogues. S'agissant des efforts de l'Algérie en matière de lutte contre ce fléau, M. Soualem a rappelé l'actualisation du code pénal, évoquant un projet de texte de loi en discussion, initié par le Comité national de lutte contre la traite des personnes en collaboration avec des départements ministériels. Le Gouvernement est décidé à finaliser ce texte de loi avant de le présenter au Parlement pour adoption. Créé en vertu du décret présidentiel numéro 16-249 du 26 septembre 2016, le Comité national de prévention et de lutte contre la traite des personnes, placée sous l'autorité du Premier ministre, est un point focal national qui veille à la sensibilisation de tous les acteurs nationaux à la nature et formes de ce crime étranger à la société algérienne. Il a cité, dans le même contexte, notamment l'organisation de journées de sensibilisation et d'études, la formation et la sensibilisation des parties prenantes (Sûreté et Gendarmerie nationales, corps de la justice) en matière de prise en charge des victimes de ce crime, ainsi que la mobilisation des médias et de la société civile, qui constitue, pour M. Soualem, "un maillon important dans cette stratégie nationale». Quant aux missions du comité, il a cité la collecte des données liées au crime et à son évolution, l'élaboration d'un rapport annuel à soumettre aux hautes autorités du pays outre la proposition de mesures à prendre pour assurer une meilleure prise en charge des victime de la traite des personnes. Les mesures concernent également les poursuites à engager contre les auteurs de ce crime et le démantèlement des réseaux organisée qui exploitent les victimes dans des actes criminels inhumains, telle que la prostitution, la mendicité ou le travail forcé. Lors de cette rencontre, à laquelle ont pris part des représentants de plusieurs ministères, de la société civile, du corps de la magistrature, des corps de sécurité ainsi que l'ambassadeur du Royaume uni, l'accent a été mise sur les répercussions psychologiques de ce crime "dégradant" sur les victimes. Dans ce sens, le président du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), Bouzid Lazhari a affirmé que "la traite des personnes porte atteinte au fondement de la dignité humaine", soulignant que ce fléau qui prolifère dans les environnements où les conditions de vie décente sont absentes est favorisé par le terrorisme et les crises qui secouent la région. Citant des rapports onusiens et américains, il a fait savoir que le nombre des victimes avoisinerait les 25 millions de personnes et que 800 à un (1) million de personnes sont pris au piège de ces réseaux criminels chaque année. À noter que le CNDH est membre du Comité national de prévention et de lutte contre la traite des personnes. Pour sa part, la présidente du Croissant rouge algérien (CRA), Saida Benhabiles a fait savoir, dans son intervention, que les enfants sont les premières victimes de ce crime. Lors des opérations de rapatriement des migrants clandestins, le CRA a eu à constater plus de 6000 enfants n'avaient pas d'accompagnateurs et étaient exploités dans la mendicité, a-t-elle ajouté. Rappelant que la dégradation de la situation sécuritaire dans les pays des victimes était souvent à l'origine des flux migratoires, la présidente du CRA, a tenu à saluer la volonté politique de l'Algérie à lutter contre ce crime, notamment à travers son arsenal juridique coercitif.

N.I

Aid El Adha:

Appel à la vigilance lors de l'utilisation des outils

La Protection civile a appelé, hier , tous les citoyens à "faire preuve de prudence et de vigilance", durant El Aid Adha, lors de l'utilisation des outils, et éviter la contamination par le covid-19 ou sa transmission à d'autres personnes."En prévision de la célébration de El Aïd El Adha, dans les circonstances exceptionnelles liées à la pandémie du Corona virus covid-19, et afin de réduire les conséquences générées par l'utilisation des outils lors du sacrifice (couteaux, hache, chalumeaux), la direction générale de la Protection civile appelle tous les citoyens à faire preuve de prudence et de vigilance, lors de l'utilisation dangereuse de ces outils». Il est recommandé dans ce sens, l'application des mesures préventives de lutte contre le Covid-19, pour éviter la contamination ou la transmission à d'autres personnes, notamment en respectant la distanciation physique et en évitant les rassemblements autour du sacrifice ainsi que la désinfection et le nettoyage du lieu d'abattage avant et après l'achèvement de l'opération. La Protection civile rappelle également que le port de la bavette est obligatoire et nécessaire, ainsi que les gans de protection, recommandant aussi l'"utilisation de la pompe à air manuelle au lieu de souffler avec la bouche, la stérilisation des outils utilisés avant, pendant et après l'achèvement de l'opération, le lavage régulièrement des mains et éviter de toucher le nez et la bouche». Outre éviter l'échange des outils utilisés entre les personnes, d'autres mesures, souligne la même source, sont à prendre s'agissant de la manipulation des couteaux, haches et tabounas qui doit répondre aux consignes de sécurité. Il s'agit entre autres de ne pas mettre les couteaux et les haches sur le sol et les placer hors de la portée des enfants, ne jamais utiliser une meuleuse pour affûter et affiler les couteaux en présence d'enfants (risque de projection d'éclats), entreposer bien les chalumeaux, tabounas, les allumettes et les briquets, les garder hors de la portée des enfants, et vérifier la conformité du tuyau et du détendeur de gaz utilisés pour relier la bouteille de gaz butane et la tabouna.La Protection civile invite, à l'occasion, les citoyens à appeler ses secours aux numéros 1021 ou le 14, en cas d'incident ou d'incendie, en précisant la nature du risque et l'adresse exacte.

M.M

Modernisation de la justice:

Forte interaction avec la plateforme du parquet électronique

La Direction générale de la modernisation de la justice a relevé, hier , la forte interaction des citoyens avec la nouvelle plateforme numérique "parquet électronique", lancée mardi, pour l'introduction de plaintes ou de requêtes par voie électronique et le suivi de leur processus de traitement. Lors de la présentation d'un exposé détaillé sur la plateforme du "parquet électronique", le Directeur général de la modernisation de la justice, Kamel Bernou, a fait savoir que ce nouveau service avait suscité "une forte interaction" des citoyens intéressés par l'introduction électronique de plaintes ou de requêtes, ajoutant que "le nombre de ces plaintes a atteint, après quelques heures du lancement de la plateforme, près de 50 demandes". Pour lever ce "défi", le même responsable a souligné qu'il a été procédé à la formation, par visioconférence, des fonctionnaires concernés par le traitement des plaintes et des requêtes des citoyens via cette plateforme. "La plateforme accessible via le site électronique du ministère de la Justice, est parfaitement adaptée pour recevoir un grand nombre de plaintes et de requêtes et éviter les problèmes et pannes techniques courants". Parmi les objectifs visés par cette plateforme électronique, "épargner le déplacement aux citoyens" notamment en cette crise sanitaire marquée par la propagation du nouveau coronavirus (covid-19). Une interface facile a été conçue, à cet effet, pour faciliter la tâche aux usagers tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays.A signaler que la plateforme "Parquet électronique" est dédiée aux personnes physiques ou morales (Administrations, établissements, sociétés privées et associations) pouvant désormais introduire des plaintes ou des requêtes devant le parquet, à distance.Cette plainte/requête est automatiquement transférée au représentant du parquet (le procureur de la République au niveau du tribunal ou le procureur général au niveau de la Cour) qui prendra les mesures appropriées et donnera suite à cet égard. Le plaignant est informé du cours de sa plainte/requête et des mesures prises ou nécessaires à prendre, via la plateforme "Parquet électronique" et aussi, via un SMS et/ou sa boîte de messagerie électronique. Pour ce faire, le concerné doit renseigner le formulaire d'enregistrement à distance d'une plainte/requête avec un ensemble d'informations personnelles sur son identité complète, son adresse de résidence et son numéro de téléphone portable, en plus de préciser le type et le contenu de sa plainte/requête avec possibilité de télécharger des pièces justificatives. Pour rappel, cette nouvelle plateforme s'inscrit dans le cadre de la poursuite du développement et de l'amélioration de la qualité des services prodigués aux citoyens et aux ressortissants algériens établis à l'étranger.

Harat Hekou

AND

La campagne de collecte des peaux des sacrifices n'aura pas lieu à cause du Covid-19

L'opération de collecte des peaux de moutons sacrifiés a l'occasion de l'Aïd El Adha n'est pas prévue pour l'Aïd de cette année à cause de la pandémie de Covid-19, a affirmé hier à Alger, le directeur général de l'Agence nationale des déchets (AND), Karim Ouamane."La campagne de sensibilisation pour l'Aïd lancé par notre agence cette année ne portera pas sur la collecte des peaux de moutons (au profit des tanneries), mais plutôt sur les mesures d'hygiène afin d'éviter que l'acte du sacrifice ne se transforme en nouveau facteur de contamination", a déclaré M. Ouamane. Le directeur général de l'AND a prévenu dans ce contexte que les déchets d'abattage (toisons, cornes pattes) sont classés dans la catégorie des déchets spéciaux, car ils pourraient être un facteur de propagation du virus notamment en cette période de crise sanitaire."Ces restes animaux classés dangereux ne devraient pas être collectés avec les ordures ménagères car ils constituent une source potentielle de risque pour la santé publique». Aussi, il appelle les citoyens au strict respect des mesures d'hygiène en leur recommandant d'emballer les déchets dans de grands sacs en plastique qu'ils fermeront soigneusement avant de les déposer au niveau des points de collecte."Ces déchets seront acheminés le jour même par les services d'hygiène communaux vers les centres d'enfouissement technique». En se référant aux donnés du système national d'information sur les déchets (Cnid), M. Ouamane a fait constater que le volume des ordures ménagères, qui avoisine en moyenne 35.620 tonnes par jour, enregistre habituellement une pic de 10% durant les fêtes de l'Aïd El Adha. "Mais pour cette année, la hausse ne serait pas aussi importante», en estimant que "de nombreuses familles "renonceraient" au sacrifice de mouton compte tenu des circonstances sanitaires actuelles.

La situation est "gérable" pour les structures de traitements des déchets hospitaliers

A propos de la hausse des déchets hospitaliers depuis le début de la pandémie de Covid 19, M. Ouamane confirme effectivement un accroissement de 30 % au cours des quatre premiers mois de l'année en cours. "Cette recrudescence concerne essentiellement les déchets médicaux "potentiellement contaminés" tels les gants, les bavettes, les pansements, les seringues, les coupants et tranchant", en précisant que les autres types de déchets (anatomiques et toxiques) ne sont pas vraiment touchés par cette hausse."Il y a eu certainement encore un nouveau accroissement de déchets hospitaliers durant ces trois derniers mois, notamment en juin et juillet avec l'augmentation importante des cas contaminés par le Coronavirus au cours de cette période", a-t-il encore supposé, affirmant néanmoins que l'AND ne peut pas se prononcer sur son taux réel tant que l'opération de collecte des données qu'elle a entreprise auprès des structures hospitalières n'a pas été finalisée. En dépit de cette hausse des déchets générés par les activités de soin à cause de la propagation du Covid 19, la situation reste gérable pour les structures de gestion et de traitement de ces déchets, assure pour sa part la directrice technique de l'AND, Fatma-Zohra Bersa.A cet égard, elle a mis en avant les capacités des 13 unités privées, spécialisées dans le traitement des déchets dangereux, évaluées à 45.000 tonnes par an en plus des 164 incinérateurs répartis entre les différents hôpitaux et CHU du pays. "Ces structures couvrent largement les déchets hospitaliers même en cette conjoncture de crise sanitaire». Globalement, la production d'activité de soins à risque infectieux et assimilés (DASRI) dépasse les 30.000 tonnes par an. Ce volume regroupe trois catégories: les déchets anatomiques issus des blocs opératoires qui sont généralement enterrés après désinfection, les déchets infectieux susceptibles d'affecter la santé humaine (appelés déchets d'activités de soins à haut risque infectieux) et les déchets toxiques constitués par les résidus et produits périmés des produits pharmaceutiques, chimiques et de laboratoire, ainsi que les déchets contenant de fortes concentrations en métaux lourds tels les radios, les acides, les huiles usagées et les solvants, a-t-elle détaillé."Vue leur dangerosité, leur gestion obéit à une réglementation très pointilleuse et spécifique ainsi qu'un le personnel qualifié et formé en conséquence. À ce propos, elle a fait constater un engouement des opérateurs privés pour ce créneau, en confirmant l'existence d'une soixantaine d'opérateurs privés chargés de la collecte, du stockage, du transport et de l'évacuation de ces déchets vers les centres de traitement adaptés."Cela a permis de soulager les structures hospitalières tout en limitant l'impact environnemental de ces déchets sur le personnel médical et l'environnement ".

Debah Chabha

Environnement :

Nécessité de rattraper les retards accusés dans les projets

La ministre de l'Environnement, Nassira Benharrats a instruit les responsables des différents établissements relevant du secteur, de remédier aux lacunes et de rattraper les projets accusant du retard ou en souffrance."Dans le cadre des rencontres d'évaluation de l'état de l'avancement des projets et programmes tracés dans la stratégie nationale du secteur, une réunion a été tenue regroupant le Secrétaire général, la Directrice générale de l'environnement et du développement durable ainsi qu'un nombre de cadres du ministère, avec les directeurs généraux des établissements économiques sous tutelle, au terme de laquelle, des instructions fermes ont été données afin de remédier aux lacunes et rattraper les projets accusant du retard ou en souffrance». Cette rencontre a vu la participation de l'Institut national des formations environnementales, l'Agence nationale des déchets (AND), l'Observatoire national de l'environnement et du développement durable (ONEDD) et du Centre national des technologies de production plus propre (CNTPP).Ces rencontres s'inscrivent dans la cadre du suivi du respect par ces établissements quant aux missions et programmes qui leur ont été confiés. L'Algérie a adopté la stratégie et le plan d'action nationaux en matière de l'environnement à l'horizon 2030. Parmi les objectifs de cette stratégie, figurent l'investissement dans les écosystèmes naturels et la valorisation des filières clés de la biodiversité contribuant à la création d'emplois pérennes et de la valeur ajoutée à l'économie nationale. Quant aux Plan national climat (PNC), il comporte plusieurs actions et mesures, à même de faire face aux changements climatiques, à l'instar des mesures d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre, l'accompagnement et la gouvernance. Le Plan d'action du ministère adopté au titre du Plan d'action du Gouvernement, repose sur plusieurs axes, consistant essentiellement en la transition écologique qui comporte le passage vers l'économie circulaire, l'économie verte orientée vers les technologies vertes, la gestion intégrée des régions sahariennes, la gestion intégrée des régions sahariennes et enclavées, et la protection et la valorisation de toutes les richesses et ressources du Sud. De plus, le ministère a adopté dans le cadre de son plan d'action, l'axe relatif à la transition socio-environnementale qui comprend la réalisation de la croissance verte à travers la citoyenneté environnementale et l'écotourisme saharien ainsi que l'implication de la société civile.

Hydrocarbures

Sonatrach et le groupe espagnol CEPSA signent un mémorandum d'entente

Le Groupe Sonatrach et le Groupe espagnol CEPSA ont signé, hier à Alger, un mémorandum d'entente (MoU) afin d'examiner les possibilités d'investissements conjoints dans les domaines d'exploration, de développement et de production d'hydrocarbures en Algérie et à l'international. Le mémorandum d'entente a été signé par le P-dg du Groupe Sonatrach, Toufik Hakkar, du côté algérien, et le P-dg du Groupe CEPSA, Philipe Boisseau, de la partie espagnole, au siège de la Sonatrach, en présence de plusieurs responsables et hauts cadres des deux compagnies. La signature de ce protocole permettra aux deux parties de "consolider leur partenariat existant à travers la recherche de nouvelles opportunités de coopération dans les hydrocarbures", a indiqué M. Hakkar, rappelant que CEPSA est un partenaire "historique" pour Sonatarch et la collaboration entre les deux parties avait commencé en 1992.Le responsable a, dans ce sens, souligné l'existence de quatre (04) contrats de production et exploitation des hydrocarbures en vigueur jusqu'à 2040 entre Sonatarch et CEPSA, ajoutant qu'il existe également une relation commerciale sur le gaz naturel et le GNL avec CEPSA qui est un "important" client de la Sonatrach. Ainsi, ajoute-t-il, cette relation sera renforcée avec la production du gaz sur quelques périmètres en Algérie, alors qu'en Espagne, la Sonatrach est partenaire de CEPSA sur deux projets, dédiés à la commercialisation du Gaz et la production de l'électricité. Soulignant que les deux parties continueront de travailler avec l'esprit gagnant-gagnant, M. Hakkar, a précisé que "le mémorandum d'entente conclu permettra un partenariat sur toutes la chaîne des hydrocarbures (pétrole et gaz) pour chercher de nouvelles opportunités en Algérie et à l'international». Pour sa part, M. Boisseau a estimé que le partenariat de CEPSA avec Sonatarch est "essentiel", ajoutant que la coopération s'inscrit dans la durée et "nous souhaitons développer ces relations avec Sonatrach dans les projets en commun que nous avons ou d'autres qui viendront à l'avenir». Affichant sa satisfaction de la signature de ce mémorandum d'entente, M. Boisseau a précisé qu'il "permettra de renfoncer des relations étroites", et grâce à lui, "les deux sociétés vont chercher ensemble d'autres opportunités». À rappeler qu'à travers la conclusion de ce mémorandum, Sonatrach, confirme sa volonté de conforter sa politique de partenariat, notamment dans le cadre des dispositions de la nouvelle loi sur les activités des hydrocarbures, visant à augmenter les réserves d'hydrocarbures et les niveaux de production.

Yasmine D

Le Monde de l'administration

Quotidien National d'Information ● www.lemondeadm.com

Tous les jours dans les kiosques

CETTE ESPACE EST RESERVÉ POUR VOUS

PUBLICITÉS

pour plus de détails
contactez nous au:

023 95 73 73/ 0553 45 62 56

Ou par Email au: **monde.adm@gmail.com**

LE MEILLEUR ACCUEIL VOUS SERA RÉSERVÉ

Algérie poste-Banque d'Algérie:

Le dispositif de coordination permettra une mobilisation maximale de liquidités

Le dispositif de coordination établi entre la Banque d'Algérie (BA) et Algérie Poste (AP) sous la supervision du ministère des Finances va permettre une mobilisation maximale de liquidités nécessaires au niveau des bureaux de poste, a indiqué le directeur général d'Algérie Poste, Abdelkrim Dahmani. Ce dispositif a d'ores et déjà permis à Algérie Poste la mobilisation pour le mois de juin seulement un montant de 285 milliards de DA au niveau des retraits des succursales de la BA et aussi de mobiliser au niveau des encaissements et des virements au niveau des bureaux de poste d'un montant à hauteur de 91 milliards de DA, a relevé, M. Dahmani lors de son intervention sur les ondes de la Radio nationale. "Depuis le début de l'année, Algérie Poste a retiré 1.742 milliards de DA auprès de la banque d'Algérie et a pu mobiliser jusqu'au 20 juillet dernier plus de 693 milliards de DA d'encaissement au niveau des bureaux de poste" ."Tous les moyens ont été mis en place pour mobiliser le maximum de liquidités pour pouvoir répondre aux besoins de la clientèle à la veille de l'Aïd El Adha. S'agissant des mesures prises afin de régler le problème de liquidités, M. Dahmani a mis en avant la possibilité de faire des retraits à travers les guichets automatiques des billets (GAB) d'Algérie poste et ceux des banques."Algérie Poste dispose actuellement de 1.400 GAB et les retraits des clients d'Algérie poste via les GAB des Banques ne constituent que près de 10%".Il a expliqué que les clients d'Algérie poste détenteurs de cartes monétiques EDDAHABIA qui sont au nombre de 6 millions peuvent procéder à des opérations de retrait au niveau des guichets automatiques des banques lorsqu'il y a perturbation de liquidité au niveau du réseau postal."L'utilisation des guichets automatiques des billets (GAB) d'Algérie poste et ceux des banques, mis en place depuis janvier 2020, a permis aux clients d'Algérie poste de pouvoir retirer uniquement pendant le mois de juin dernier un montant de 8 milliards de DA au niveau des GAB des banques", a souligné, M. Dahmani. Le responsable a assuré que la promotion des moyens électroniques de paiement demeure la solution idéale pour faire face définitivement aux problèmes de liquidités."Il existe parmi les mesures prises par les pouvoirs publics, les opérations d'entraide entre les wilayas qui connaissent soit un excès soit un déficit en liquidité", a-t-il rappelé ajoutant "cette mesure prise en concertation avec la BA a permis d'alimenter en liquidités un nombre de bureaux de poste dans plusieurs wilayas du pays".

Des mesures prises à l'égard des retraités pour éviter les grandes affluences

M. Dahmani a affirmé qu'il existait actuellement en Algérie plus de 3 millions de retraités disposant de comptes courant postaux."Des mesures ont été prises à l'égard de cette catégorie de clients pour éviter les grandes affluences dans les bureaux de poste et qui concernent principalement la mise en place d'un système de procuration exceptionnelle (téléchargeable) qui permet aux proches des personnes âgées de faire des retraits à leurs places". "Il a été mis en place un nouveau calendrier pour étendre la période des virements des retraites et des allocations qui était de 3 jours pour l'élargir sur 10 jours». Ces mesures sont entrées en vigueur en ce mois de juillet et ont permis d'aplatir la courbe d'affluence des retraités au niveau des bureaux de poste. Algérie Poste dispose actuellement 4.050 bureau de poste à travers le territoire national et 27 millions comptes dont 22 millions sont des comptes actifs.Le Premier ministre, M. Abdelaziz Djerad, avait présidé, mardi, une réunion interministérielle consacrée à l'examen de la situation de la disponibilité des liquidités dans le réseau postal face à la pression de la demande de la clientèle qui s'exerce à travers les titulaires de 22 millions de comptes de chèques postaux actifs. **Moussa O / RA**

Emploi

L'ANSEJ change officiellement de tutelle

L'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (ANSEJ) est officiellement mise sous tutelle du ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de la micro-entreprise, en vertu d'un décret exécutif publié au dernier journal officiel (N° 41). Daté du 20 juillet 2020, le décret a conféré au ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de la micro-entreprise, le pouvoir de tutelle sur l'agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes. A travers ce nouveau texte, les dispositions du décret exécutif du 5 mai 2020 conférant au ministre de la micro-entreprise, des start-up et de l'économie de la connaissance, le pouvoir de tutelle sur l'agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes ont été abrogées. A noter que ce changement intervient après le remaniement ministériel du 23 juin dernier où il a été décidé de créer des postes des ministres délégués auprès du Premier ministre, dont un chargé de la micro-entreprises et autre chargé de l'économie de la connaissance et des starts-up. L'Ansej dépendait auparavant du ministère du Travail et de l'emploi. Mais, le Président de la République Abdelmadjid Tebboune avait instruit le 9 mars dernier le Gouvernement, lors d'une réunion du Conseil des ministres, de rattacher l'agence au nouveau ministère des Micro-entreprises, des start-up et de l'économie du savoir.

Produits halieutiques

Ferroukhi ambitionne d'atteindre 166.000 tonnes/an.

Le ministre de la Pêche et des Produits halieutiques, Sid Ahmed Ferroukhi a annoncé, mardi à Mostaganem, un nouveau programme de relance économique et social du secteur de la pêche qui prévoit une production de 166.000 tonnes de poissons par an. En marge de sa visite dans a wilaya de Mostaganem, Sid Ahmed Ferroukhi a indiqué que la moyenne nationale annuelle est actuellement à 100.000 tonnes, soulignant que l'ambition est d'atteindre 166.000 t/an.Cet objectif, permet selon le ministre, de satisfaire les besoins des consommateurs, de renforcer le marché national en espèces diversifiées de produits halieutiques contribuant à introduire des protéines marines aux régimes alimentaires des Algériens. Il a fait savoir, au passage, que le secteur a tracé des objectifs annuels pour développer les activités de la pêche et de l'aquaculture et est actuellement en phase de concrétisation de la feuille de route au niveau des wilayas. Ce programme permet de développer l'activité de la pêche en haute mer en préservant les activités de la pêche côtière, en plus de développer la filière aquaculture parallèlement avec la relance de la fabrication et l'économie bleue permettant de créer la richesse et de nouveaux emplois. Le ministre a mis l'accent aussi sur la contribution des activités de la pêche sous toutes ses formes à l'économie nationale, ce qui nécessite de nouveaux critères pour jouer son rôle essentiel à l'économie générale et locale, fournir de nouveaux produits en créant la valeur ajoutée et l'emploi. Abordant les retombées de la pandémie du coronavirus sur le secteur de la pêche et des produits halieutiques, M. Ferroukhi a fait savoir que l'Etat a pris en charge les professionnels quoique leurs activités n'ont pas été totalement suspendus en comparaison avec celle d'autres secteurs, à la faveur des efforts des autorités locales qui ont contribué à la disponibilité des conditions adéquates pour la poursuite de l'activité et l'approvisionnement des marchés en produits de mer. Plus de 15.000 professionnels activant dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture au niveau national ont bénéficié de l'allocation de solidarité décidée par le président de la République, M Abdelmadjid Tebboune en dépit de l'impact de la pandémie qui a été limité certains sites de production et de commercialisation.

Ali.B

Partenariat algéro-chinois:

Des projets en vue dans plusieurs activités industrielles

Le ministre de l'Industrie, Ferhat Aït Ali Braham a fait état mardi à Alger de plans pour le lancement de plusieurs projets de partenariat avec des entreprises chinoises dans plusieurs domaines d'activités industrielles. Au terme de sa rencontre avec le Directeur général de la filière algérienne de China Civil Engineering Construction Corporation (CCECC), Zhong Benfeng, le ministre a indiqué que la rencontre a porté sur "l'avenir et perspectives des relations entre le secteur public et privé algérien et les sociétés chinoises en général et l'entreprise CCECC en particulier". A cet effet, le ministre a précisé que la société CCECC a proposé "le financement et l'adhésion, non pas en tant qu'entrepreneurs comme par le passé mais plutôt en tant qu'investisseurs et partenaires dans plusieurs projets considérés comme étant importants pour l'économie nationale". Entre autres domaines d'investissement proposés, M. Aït Ali a cité "la réalisation et la gestion des zones industrielles et zones d'activités, le renouvellement du matériel industriel et la relance de certains groupes et secteurs à l'arrêt", considérant que la société CCECC dispose de l'expertise technique et des moyens financiers pour la réalisation de ces projets. Parallèlement aux propositions de la société chinoise, le ministre a précisé que la partie algérienne a présenté à l'entreprise "la nouvelle vision algérienne pour relancer l'économie, les textes et les nouvelles législations qui permettent d'établir des partenariats" avec une nouvelle approche. De son côté, M. Zhong Benfeng a déclaré que son entreprise a "présenté au ministre ses potentialités dans plusieurs domaines industriels", ajoutant qu'elle "souhaite contribuer au développement du secteur industriel en Algérie". Présente en Algérie depuis 1985 dans plusieurs projets, l'entreprise CCECC active dans plusieurs domaines dont les chemins de fer, les tunnels, les routes, les ports et aéroports. Au plan international, la société est présente dans 103 pays à travers les régions du monde (Asie, Europe, Afrique et Amérique).

Commerce :

Abrogation de l'arrêté fixant la durée minimale de conservation des produits importés

L'arrêté de 2019 fixant la durée minimale de conservation des produits importés soumis à l'obligation d'indication de la date limite de consommation a été abrogée par un arrêté ministériel publié au journal officiel N° 41.Suite à ce nouveau arrêté signé par le ministre du commerce, Kamel Rezig le 22 juin dernier, sont abrogées, les dispositions de l'arrêté du 3 avril 2019 fixant la durée minimale de conservation des produits importés soumis à l'obligation d'indication de la date limite de consommation». Selon l'arrêté ministériel de 2019, il est entendu par durée minimale de conservation, la période comprise entre la date d'inspection du produit au point de débarquement jusqu'à la date limite de consommation, mentionnée sur l'étiquetage. Pour ce qui est de la durée de vie, elle signifie la période allant de la date de fabrication ou de conditionnement jusqu'à la date limite de consommation."Les produits dont la durée de conservation est inférieure ou égale à une année, doivent posséder, à la date d'inspection, une durée minimale de conservation égale, au moins, à 70 % de leur durée de vie, exprimée en mois et en jours", stipulait l'article 3 de l'arrêté de 2019.Le même article exigeait également que "les produits dont la durée de conservation est supérieure à une année, doivent posséder, à la date d'inspection, une durée minimale de conservation égale, au moins, à 50 % de leur durée de vie, exprimée en mois et en jours".

Twitter : critiques

Twitter a été créé le 21 mars 2006 par Jack Dorsey, Evan Williams, Biz Stone et Noah Glass. Le service en ligne est rapidement devenu populaire. Le 5 mars 2017, il compte 313 millions d'utilisateurs actifs par mois, 500 millions de tweets envoyés par jour et est disponible en plus de quarante langues. En 2018, Twitter annonce pour la première fois avoir fait du profit, notamment à la suite de restrictions budgétaires. Stromae critique l'usage excessif de Twitter dans sa chanson Carmen ; le clip de la chanson, réalisé par Sylvain Chomet, a pour protagoniste notamment « un épouvantable volatile bleu aux grandes dents, lequel n'est pas sans rappeler le logo du célèbre réseau social ».

Perte de temps

Twitter est accusé par certaines études de nuire à la productivité au travail. Lorsqu'un chat dénommé Sockington devint en mai 2009 une star de la twittosphère, l'aspect productif de l'outil Twitter en prit un coup. Les fondateurs de Twitter admettent aujourd'hui qu'eux-mêmes n'imaginaient pas que leur service aurait un tel succès. Le site satirique The Onion, face à l'utilisation de Twitter par les insurgés iraniens, fait dire à un des fondateurs que lui-même est choqué car Twitter n'avait pas été conçu pour être utile. Ironie mise à part, la crise iranienne avait effectivement prouvé l'utilité de Twitter, surprenant tous ceux qui n'y voyaient qu'une perte de temps, et faisait relayer son existence par les médias traditionnels. Certains commentateurs, comme Ethan Zuckerman et Shadi Sadr estiment que l'impact de Twitter en termes d'autonomisation des manifestants iraniens a été exagéré par les médias occidentaux. Twitter est utilisé par des enseignants dans leurs classes, de l'école primaire à l'université. Des chartes d'utilisation sont créées et l'usage de Twitter permet en outre un apprentissage des médias sociaux en classe. Le fait d'utiliser le réseau en cours pourrait être un facteur favorisant la réussite des étudiants, il est associé à une plus grande implication de leur part dans le travail scolaire.

Usage médiatique

Twitter a montré qu'il était un moyen de faire circuler l'information à une vitesse formidable. Pour des raisons techniques, les mises à jour de Twitter sont beaucoup plus rapides que celles des fils RSS ou les moteurs de recherche traditionnels, ce qui fait même prédire par des partisans que Twitter va « tuer » les RSS. Cette puissance est à double tranchant, comme le soulignent les partisans et détracteurs. Par exemple, les utilisateurs de Twitter ont pu être informés de la mort de Michael Jackson en s'échangeant le lien vers le premier site d'information à l'avoir mentionnée, bien avant que les autres ne reprennent l'information. Il en est de même pour le séisme du 12 janvier 2010 en Haïti où les Haïtiens ont utilisé Twitter pour informer les autres utilisateurs de la catastrophe et demander de l'aide. Mais Twitter peut aussi propager les fausses rumeurs à vitesse formidable ; l'exemple a été l'annonce de l'annulation de la proposition, c'est-à-dire le rétablissement du mariage homosexuel en Californie, annonce qui venait en fait d'une interprétation erronée d'un message, qui en réalité datait d'avant la proposition 8. À l'instar de Facebook, Twitter a également fait face à des critiques sur sa politique de suppression des publications. Ainsi en 2009, un tweet du présentateur anglais Jonathan Ross contenant son adresse courriel resta visible un certain temps via le module de recherche de Twitter bien qu'ayant été supprimé par son auteur. L'utilisation de Twitter par des opposants politiques en Iran en 2009 a été très remarquée. S'étant rendu compte de cette utilisation, les dirigeants de Twitter avaient même décidé — après discussion avec le gouvernement américain, mais sans avoir réellement reçu d'ordre, selon Twitter — de retarder une opération de maintenance suspendant le service quelques heures pendant les heures de repos en Iran et non aux États-Unis — où se trouve pourtant la majorité de ses utilisateurs. Mark Pfeifle, ancien conseiller de George W. Bush, avait publiquement affirmé que pour cela, Twitter méritait le prix Nobel de la paix.

Filtre de censure

En septembre 2011, Twitter a été suspecté d'avoir censuré le mouvement Occupy Wall Street. Fin 2011, le gouvernement américain voit d'un mauvais œil que des mouvements djihadistes utilisent Twitter pour diffuser leurs actualités. Pour répondre aux pressions du gouvernement, Twitter a lancé un filtre de censure par pays, afin de pouvoir adapter leurs contenus en fonction des lois de chaque pays. Pour le spécialiste du djihadisme Romain Caillet, l'impunité est restée presque totale jusqu'en 2014. Twitter annonce avoir supprimé 235 000 comptes au premier semestre 2016 puis 377 000 au second. Cette modération rend le réseau moins utilisé au profit notamment de Telegram. Le quotidien britannique The Guardian s'étonne de tels arguments qui, selon lui, sont les mêmes que ceux employés « par les censeurs et les tyrans de tous les âges et toutes les cultures ». En février 2016, Twitter est suspecté de filtrer les messages véhiculant des opinions conservatrices, effectuant un « shadow ban ». Ces soupçons sont renforcés par un employé de Twitter et un éditeur en contact avec la compagnie, qui affirment que Twitter entretien une liste blanche et une liste noire de comptes d'utilisateurs : les comptes figurant sur la liste blanche seraient prioritaires dans les résultats de recherche, tandis que les messages de comptes sur liste noire seraient cachés à la fois des résultats de recherche et du fil chronologique des utilisateurs suivant ces comptes. Devin Nunes, , élu républicain de Californie à la Chambre des représentants des États-Unis, a ainsi intenté une action en justice pour obtenir 250 millions de dollars de dommages-intérêts compensatoires et 350 000 dollars de dommages-intérêts punitifs contre Twitter et une poignée de ses utilisateurs, accusant le site du réseau social de cacher secrètement les posts conservateurs, de censurer systématiquement les points de vue opposés et d'« ignorer » totalement les plaintes licites de comportement abusif répété.

Utilisation par des personnalités

Certains professionnels, pour la plupart liés à l'industrie des médias, ont commencé à utiliser professionnellement ce service. C'est ainsi le cas de certains journaux d'informations, comme CNN ou BBC qui utilisent un robot pour envoyer des flashs d'information sur Twitter. John Edwards et Barack Obama ont également utilisé Twitter comme outil médiatique lors de la campagne pour l'élection présidentielle américaine de 2008. En novembre 2009, alors que son compte a 2,6 millions d'abonnés, Obama a avoué qu'il n'avait écrit aucun message lui-même. Ce qui ne l'empêche pas d'appeler les pays comme la Chine à ne pas restreindre l'accès à Twitter. De nombreuses personnalités utilisent Twitter pour envoyer des messages à leurs fans via ce réseau ; cela leur permet d'envoyer un message directement, sans qu'il soit mis en forme par les médias d'une manière qu'elles ne souhaitent pas. Ashton Kutcher est la toute première personne à avoir dépassé le million d'abonnés sur Twitter. L'inscription d'Oprah Winfrey avait été très remarquée. Il semble qu'elle ait eu un important effet accélérateur sur les inscriptions, et qu'elle a aux États-Unis permis à Twitter de ne plus être un outil réservé aux fans de technologie. Katy Perry est la personne qui possède, à ce jour, le plus d'abonnés sur Twitter. Elle devance ainsi Justin Bieber et Barack Obama. En juin 2012, Valérie Trierweiler, la compagne de François Hollande, ancien président de la République Française, déclare sur Twitter soutenir le dissident socialiste Olivier Falorni en vue des élections législatives. Elle s'oppose alors ouvertement à la candidature de l'ex-compagne du président, Ségolène Royal, candidate dans la circonscription de la Rochelle. Elle déclenche ainsi une polémique en France. Certains évoquent alors un « Dallas » à l'Élysée. Le président Donald Trump est également connu pour faire un usage important de Twitter, se justifiant en déclarant que cela lui permet de communiquer directement avec ses électeurs sans le filtrage de la presse.

Question du « journalisme citoyen »

L'utilisation de Twitter par des non-professionnels pour communiquer des informations est assez controversée. Pour ses partisans, elle permet d'être informé plus vite et avec des détails que seuls les témoins directs peuvent apporter. Mais l'exemple de la fusillade de Fort Hood a montré qu'un témoin sur place pouvait parfaitement lancer des informations comportant des erreurs importantes. L'autre critique du journalisme citoyen est celle des comportements que cela provoque. Typiquement, un journaliste professionnel a peu de chances de se trouver près d'un blessé grave sans qu'un tiers soit déjà en train de lui porter secours. Ces arguments donnent lieu à débat ; l'argument avancé en faveur de Twitter est que l'abondance d'information de différentes sources, non censurées, est une bonne chose — même s'il faut trier les vraies des fausses.

Outil pédagogique ou de diffusion littéraire

Depuis 2009, des enseignants utilisent Twitter à des fins pédagogiques, en primaire, au collège, au lycée et dans le supérieur. Son format se prête à la diffusion de journaux d'écrivains. Au XXIe siècle, le développement de ses compétences informationnelles est primordial. Or, l'usage de Twitter amène un apprenant à analyser, exploiter et évaluer une quantité importante d'informations. L'avantage, c'est que l'apprenant peut interagir avec cette information et son enseignant peut facilement le guider en présentiel ou à distance. Par ailleurs, Twitter offre un pouvoir unique de communication. En étant diffusé en ligne de façon instantanée, l'apprenti écrivain est fortement conscientisé à l'importance de bien s'exprimer. Il découvrira rapidement le pouvoir que confère une bonne maîtrise de la langue. De plus, l'obligation d'exprimer ses tweets en 140 caractères force l'apprenant à développer sa capacité de synthèse. Au Québec, en 2012, les élèves de tout niveau de la province furent conviés au premier festival de twittérature. Une occasion en or pour conscientiser les jeunes apprenants québécois à l'importance de bien maîtriser la langue.

Twitter comme outil de connaissances

Les fonctionnalités de Twitter permettent à ses utilisateurs d'obtenir, filtrer, trier, échanger et classer le flot d'un grand nombre d'informations et de données. En ce sens que Twitter peut être assimilé à un outil d'acquisition et gestion des connaissances.

Twitter comme objet d'étude ou support d'études

• comme pour les grands corpus évolutifs, faits de textes numérisés par ou sur Facebook, les blogs, les articles et pages de discussion de Wikipédia ou via les textos, Twitter a été rapidement utilisé pour essayer d'étudier les rumeurs et les variations de l'opinion publique (dont par la sociologie des controverses et des conflits), non sans risques de biais liés à la grande réactivité du médium et à une représentativité partielle de Twitter;
• pour mieux comprendre Twitter et ses usages, les linguistes en étudient aussi le corpus linguistique qui émerge, notamment de la contrainte des 140 caractères;
• on a proposé d'utiliser Twitter pour suivre les effets d'une catastrophe ou détecter les débuts d'une épidémie de grippe.
En 2014, une équipe internationale américano-françaisea utilisé la Science des réseaux pour, à partir de 3 grandes bases de données (ouvrages traduits, Wikipédia et Twitter), créer et publier des cartographies permettant de visualiser comment des informations et des idées circulent aujourd'hui dans le monde selon la langue du message d'origine, le PIB moyen des pays où cette langue est parlée, la langue des premières traductions et celles qui vont véhiculer l'information ou selon le médium (livre, Wikipédia, Twitter). Pour dresser cette « carte » ces chercheurs ont étudié d'une part les données disponibles sur la traduction littéraire (en se basant sur 2,2 millions de traductions de livres publiés dans plus de 1 000 langues) et d'autre part les deux grands réseaux mondiaux d'échanges par le langage. Les auteurs ont, dans ce cadre, pu évaluer le rôle des tweets bilingues à partir de l'étude de 550 millions de tweets, de 17 millions d'utilisateurs en 73 langues, retenus pour l'étude, ce qui a été rendu possible par le fait que la base de données est ouverte et qu'elle permet d'associer un tweet à une langue et la personne qui tweete à une ou plusieurs communautés linguistiques. Ils sont cependant conscients qu'il existe des biais d'interprétation à éviter, notant par exemple que si bientôt 7 % de la population mondiale disposera d'un compte Twitter, la démographie de cette population ne reflète pas celle de la vraie ; ainsi, les utilisateurs de Twitter aux États-Unis sont nettement plus jeunes que la moyenne de la population et ont des opinions plus libérales que la population générale du pays.

Limitation de l'accès aux anciennes publications

Twitter affiche prioritérement les publications récentes. Le moteur de recherche de base, affiche les résultats populaires ou récent. En revanche le moteur de recherche avancée permet d'accéder aux publications anciennes notamment en selectionnant des intervales de dates. Twitter à également intégré depuis le mois de mars 2013, la possibilité de télécharger une archive contenant l'ensemble des publications d'un compte utilisateur.

Cyberharcèlement

De par sa nature, Twitter facilite beaucoup la propagation de cyberhaine, renforcée par le dispositif de modération très insuffisant. Ainsi, un grand nombre de personnalités, célèbres ou non, ont été victimes de tweets de haine et de menaces de mort, qui peuvent avoir pour conséquences le suicide de la personne concernée ou la fermeture de son compte de sa propre initiative. Des employés et ex-employés de Twitter interrogés par Buzzfeed ont affirmé que Twitter n'a jamais réellement cherché à lutter contre la cyberviolences, qui ne faisaient pas partie de leurs priorités, n'agissant que très occasionnellement, le plus souvent quand ce sont les célébrités qui sont atteintes ou quand il y a une forte médiatisation. Le bouton de signalement de tweets n'est apparu qu'en 2013 à la suite d'une campagne de harcèlement menée contre Caroline Criado-Perez, soit 6 ans après la création du réseau. Est également pointé du doigt le manque d'employés issus de minorités, donc plus enclins à subir (donc à comprendre) le harcèlement. Depuis 2010, l'Arabie saoudite a constitué une cellule numérique destinée à harceler les dissidents. Les autorités saoudiennes cherchent ainsi à discréditer les dissidents sur les réseaux sociaux et à retourner l'opinion publique contre eux. De son côté, Amnesty International a annoncé sa volonté de vouloir « mettre fin au cyber-environnement hostile aux femmes ». L'ONG, assistée d'une société spécialisée dans l'intelligence artificielle, a analysé des millions de tweets adressés à plusieurs femmes journalistes et militantes. 7,1 % d'entre-eux, soit 1,1 million de tweets, seraient problématiques.

Modération insuffisante

Twitter est critiqué pour la faiblesse de sa modération concernant les contenus inappropriés, violents ou haineux. Malgré cela, certains utilisateurs disent ne plus apprécier Twitter en raison du niveau de violence et de l'insuffisance de modération de la part de la plateforme. L'amélioration de la qualité des conversations est une priorité pour Twitter depuis mars 2018. Le réseau social limite ainsi la visibilité des messages des utilisateurs qui ne respectent pas les règles ou sont bloqués par de nombreuses personnes avec lesquelles elles interagissent. Mais en avril 2019, Twitter tarde à supprimer des menaces de mort contre Ilhan Omar, élue au Congrès américain. L'incident met en évidence des défauts persistants dans le processus de modération de la plateforme. Le réseau social tarde à définir clairement le type de contenu qui devrait être autorisé sur son service.

La communication, un enjeu majeur avec une nouvelle réalité

La communication est devenue un enjeu majeur dans cette période inédite. Toutes les habitudes de la vie quotidienne et de la vie professionnelle ont été remises en question mais par chance des idées innovantes ont pris la place et sont venues soutenir l'action des entreprises pour mieux communiquer avec leurs clients.

Les cafés, les restaurants, les hôtels

Habitués à communiquer seulement sur leurs offres : leurs menus, leurs collations ou la carte des desserts, il leur est devenu indispensable pour rassurer les clients de mettre en exergue des affiches de tous formats et dans des endroits inhabituels pour montrer qu'ils sont soucieux de la santé de leurs clients et qu'ils respectent les gestes barrières auprès des autorités. Ils doivent multiplier et innover leurs supports de communication : à l'entrée du commerce, aux toilettes pour aussi guider le client à appliquer les gestes barrières. Il leur a fallu entre le moment de l'annonce et la réouverture installer des affiches et de nouveaux documents. Dans les entreprises, il est nécessaire d'apposer de nombreuses affiches, affichettes pour rappeler à chaque moment de l'entreprise les gestes barrières, le port de masques et la distanciation. Heureusement, certaines entreprises ont pu profiter d'affiches prêtes à l'emploi qui répondaient à leurs nouveaux besoins.

Les conférences webinaires

La multiplication des webinaires a engendré la diffusion de livres blancs. Certes, il est intéressant de télécharger mais les clients ont besoin aussi de concret et la diffusion sur format papier permet de tisser des liens plus étroits avec le public afin de se distinguer des autres entreprises concurrentes, nombre d'entre elles n'hésitent pas à envoyer par courrier le livre blanc car on le sait le téléchargement est virtuel et ne laisse rien à portée de main. De plus, dans les organismes de formation, qui ont maintenu le présentiel, le rappel des gestes barrières est nécessaire.

Difficile dans ce contexte inédit de s'improviser graphiste ou imprimeur

Le temps de chaque entrepreneur dans cette période est compté. Pour imprimer un mémo, un schéma explicatif, une affichette, il est intournable de s'adresser à un imprimeur car les imprimantes qui possèdent les entreprises ne peuvent pas accueillir tous les formats ni tous les types de papier. Il s'agit d'imprimer un document de qualité qui correspond à l'usage que l'entreprise en fera..

L'impression simple et sans reliure, un procédé à adopter

De nombreux documents pour faciliter la relecture sont proposés aux clients sans reliure. Les restaurants et cafés proposent à leurs clients les menus, les cartes de dessert et de vins sur des documents sans reliure. La raison en est simple d'une part pour que la lecture du consommateur en soit plus aisée et d'autre part pour que son attention soit attirée vers des produits qu'ils n'avaient pas envisagé de commander au départ et qui sont plus onéreux. Ensuite le papier et le format doivent être adaptés également à une prise en mains et le document sans reliure est tout à fait adapté mais aussi au fait qu'ils soient assez solides pour passer dans de nombreuses mains. De plus, dans le contexte actuel, les clients sont très sensibles au papier et le papier recyclé fait partie des nouvelles attentes des clients. Pour choisir votre papier, il est indispensable de bien cerner l'usage de vos impressions et le message vous souhaitez faire passer et donc de véhiculer vos valeurs à travers vos documents. Aujourd'hui, le contexte oblige les entreprises à réaliser une prévention intensive et à communiquer et à innover sans ses supports de communication.

Conseils pour créer un questionnaire de satisfaction client

Dans la vie d'une entreprise, prendre l'avis de ses clients à l'aide d'un questionnaire de satisfaction représente une pratique courante. Vous devez être capable de vous confronter à l'avis de ces derniers, et de vous remettre en question. Il s'agit du meilleur moyen pour améliorer d'avantage votre offre. Il faut tout de fois prendre en compte certains aspects comme la cible pour le rendre d'autant plus efficace. Voici 7 conseils pour créer un questionnaire de satisfaction client. Pour améliorer la relation client, selon le baromètre kantar, en ce qui concerne la relation Client, les entreprises devraient, selon les personnes interrogées, mettre en place les initiatives suivantes pour 50% : prendre davantage en compte les remarques et feedbacks des clients au travers de questionnaires

Fixer des objectifs précis

La mise en place d'un questionnaire de satisfaction client ne se fait pas au hasard. Il ne s'agit pas d'une décision que vous prenez du jour au lendemain. Pourquoi ? Ce dernier doit répondre aux objectifs que vous lui avez fixés. Sa préparation dépendra des informations que vous voulez obtenir. Gardez bien cela en tête pour ne pas louper le résultat escompté. La meilleure solution s'avère de définir la problématique avec le plus de précision possible. De cette façon, vous pourrez visualiser la population ciblée plus efficacement, ainsi que les informations souhaitées. Vous ne commettrez plus d'erreurs sur l'orientation de votre questionnaire. Que ce soit le type d'échantillonnage, la durée qu'il doit prendre ou un autre paramètre, maîtrisez votre enquête du début à la fin ! Maintenez toujours votre but à portée de vue.

Réfléchir à la cible

En parallèle au moment où vous fixez les objectifs, vous devez également réfléchir à votre cible. Suivant les informations que vous souhaitez récolter, vous ne vous adresserez certainement pas aux mêmes personnes. Prévoyez ce paramètre avant de préparer les questions afin de pouvoir les formuler et ajuster le plus possible à ces clients ciblés. Vous obtiendrez ainsi de meilleurs résultats. Vous pouvez réaliser plusieurs questionnaires avec quelques modifications pour les adresser à d'autres catégories. Vous toucherez ainsi beaucoup plus de personnes. Prenez toujours le temps d'adapter les questions au public visé.

Le Monde de l'administration

Quotidien National d'Information ● www.lemondeadm.com

Tous les jours dans les kiosques

CETTE ESPACE EST RESERVÉ POUR VOUS

PUBLICITÉS

pour plus de détails
contactez nous au:

023 95 73 73/ 0553 45 62 56

Ou par Email au: **monde.adm@gmail.com**

LE MEILLEUR ACCUEIL VOUS SERA RÉSERVÉ

Kinésithérapeute et ostéopathe

L'ostéopathie et la kinésithérapie sont de grands alliés dans le traitement de plusieurs pathologies de notre corps. Ces deux thérapies utilisent le mouvement pour résoudre des problèmes articulaires ou musculaires. Quelles sont leurs différences ? Il n'est pas toujours simple de savoir différencier l'otéopathie et la kinésithérapie. Si c'est deux disciplines paraissent similaires, elles restent surtout complémentaires.

Qu'est-ce que la kinésithérapie ?

La kinésithérapie est une branche de la médecine qui se concentre sur la restauration de la mobilité physique des patients qui ont subi une forme de traumatisme. Elle consiste à utiliser des techniques de réadaptation pour traiter les articulations et les muscles blessés. Les kinésithérapeutes emploient leurs connaissances de l'anatomie humaine et des outils spéciaux (barres, vélos, balles et appareils d'exercice) pour créer des séries de mouvements répétitifs afin de soulager la douleur ou améliorer la mobilité d'un membre, qui peut être réduite par une maladie ou une blessure. Le kinésithérapeute peut traiter à la main ou à l'aide de machines, selon les cas et les patients. Il se concentre sur les symptômes.

Le rôle du kinésithérapeute

Le kinésithérapeute doit concevoir et mettre en œuvre un plan de traitement personnalisé pour chaque patient afin d'atténuer sa douleur et rétablir sa mobilité. Pour cela, il va suivre les étapes ci-dessous :

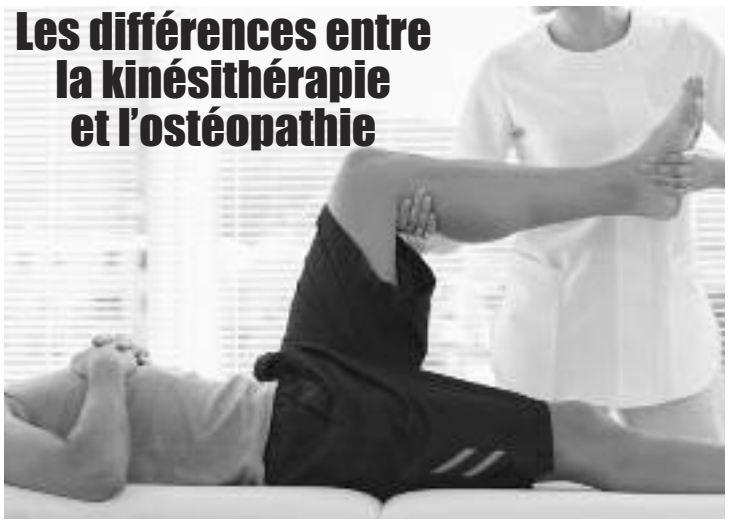
• Analyser les rapports médicaux afin de déterminer le meilleur traitement pour le patient.
• Réaliser une première évaluation de la mobilité du patient.
• Aider le patient à effectuer divers exercices destinés à retrouver leur mobilité.
• Apprendre aux patients et à leur famille à faire des exercices de routines à leur domicile.

Qu'est-ce que l'ostéopathie ?

L'ostéopathie est une science thérapeutique basée sur la biomécanique du corps. Elle part du principe que le corps est une unité fonctionnelle non dissociable. C'est-à-dire que si une partie du corps souffre d'un problème, cela va avoir des répercussions sur d'autres organes, par le biais des tissus qui composent notre organisme. L'ostéopathie peut aider à traiter les personnes atteintes des pathologies suivantes :

• Douleurs sur les côtes ou dans le dos (sciatique, hernie discale, lombalgie ou arthrite)
• Douleurs de l'épaule ou du bras, résultant d'une maladie ou d'une blessure chronique (blessures cervicales, torticolis, entorse... etc.)
• Mauvaise posture et stress professionnel
• Troubles digestifs ou respiratoires, y compris l'asthme
• Traumatisme : post-partum, accidents et blessures sportives

Les différences entre la kinésithérapie et l'ostéopathie



Technique

En kinésithérapie comme en ostéopathie, des techniques manuelles sont utilisées pour traiter le patient. Cependant, la différence est que le kinésithérapeute emploie également des machines dans ses traitements, alors que l'ostéopathe ne le fait pas.

Vision

Le kinésithérapeute traite les symptômes localement pour récupérer le muscle ou l'articulation endommagés, tandis que l'ostéopathe observe et traite le corps dans une vision globale. Il établit ainsi une relation entre les problèmes localisés et une cause plus générale, en recherchant l'origine d'un mal qui peut venir du fonctionnement même du corps du patient. Cependant, ce sujet suscite la controverse, car de nombreux kinésithérapeutes cherchent aussi la cause des maux de leurs patients, et ne sont pas toujours dans le traitement des symptômes directs.

Reconnaissance

La kinésithérapie est reconnue comme une pratique médicale, alors que l'ostéopathie n'est pas considérée comme telle. Elle est classée comme une médecine alternative qui ne figure pas dans le règlement de la santé publique et n'est donc pas remboursée par la sécurité sociale. Cependant, les ostéopathes se battent pour la reconnaissance de leur pratique, et de plus en plus de mutuelles proposent un remboursement partiel des séances.

Prévention et traitement

Le kinésithérapeute traite les blessures, et les partisans de l'ostéopathie prétendent qu'avec leur pratique, celles-ci pourraient être évitées en détectant les problèmes en amont.

Pourquoi certains moustiques préfèrent piquer l'être humain ?

Nous connaissons tous quelqu'un qui se fait dévorer par les moustiques chaque été. Pourtant les chercheurs ne connaissent pas bien les raisons qui poussent les moustiques à privilégier le sang humain plutôt que ceux d'autres mammifères. Une étude publiée dans Cell suggère que deux facteurs environnementaux peuvent être à l'origine de ce comportement. Les moustiques sont les troubles fêtes des soirées d'été. Pourtant les humains ne sont pas les seuls à être dérangés par ces diptères hématophages, ils n'épargnent pas les autres mammifères et leur transmettent aussi des maladies. Les circonstances dans lesquelles les moustiques privilégient les humains aux animaux sont encore peu étudiées. Une étude parue dans Cell propose quelques éléments de réponse. Il existe deux facteurs environnementaux qui poussent le moustique Aedes aegypti à vous piquer la peau plutôt que celle d'un animal. Pour les 27 localisations choisies, les chercheurs ont étudié la préférence des moustiques femelles pour l'odeur humaine ou animale. Par exemple, les Aedes capturés à Franceville au Gabon sont principalement attirés par les odeurs des animaux, alors que les moustiques de Ouagadougou piquent indifféremment les humains et les animaux. En revanche, les individus étudiés à Thies et Ngoye au Sénégal se nourrissent presque que de sang humain. Comment expliquer ces différences ?

La sécheresse et la densité de population poussent les moustiques à piquer les Hommes

Selon les auteurs, 83 % des variations de comportement peuvent être expliquées par deux facteurs : la sécheresse et la densité de population. En effet, durant la saison sèche, les moustiques femelles trouvent plus facilement de l'eau stagnante ou des bassins artificiels pour pondre leurs œufs dans les zones très urbanisées. Après leur éclosion et leur transformation en adulte, les nouvelles femelles n'ont plus qu'à piquer les humains à proximité pour se nourrir. En côtoyant les humains, cette appétence pour le sang humain s'est inscrite dans leur gène. Les chercheurs ont identifié plusieurs loci génétiques associés à ce phénotype. Cette caractéristique génétique suggère que les moustiques friands de sang humain ne se cantonnent pas qu'à l'Afrique sub-saharienne. Les mêmes loci génétiques ont été identifiés chez des moustiques invasifs en Argentine ou en Angola. Avec les sécheresses qui s'accentuent et le développement rapide de l'urbanisation en Afrique, les chercheurs craignent qu'encore plus d'Aedes aegypti privilégient le sang humain et que les maladies vectorielles transmises par ces derniers (la dengue, le Zika, le chikungunya et la fièvre jaune) prennent plus d'ampleur.

Monuments

Restauration de la "Mosquée du Pacha" à Sidi El Houari après le déconfinement

La ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda a annoncé, mardi à Oran, que l'opération de restauration de la "Mosquée du Pacha" sise à haï Sidi El Houari, cœur palpitant de la ville d'Oran, débutera après la fin du confinement décidé dans le cadre des mesures de protection pour endiguer la pandémie du coronavirus. La ministre a indiqué, dans une déclaration à la presse en marge de la deuxième et dernière journée de sa visite dans la wilaya marquée par l'inspection de divers monuments historiques d'Oran, que l'opération de restauration de la Mosquée du Pacha qui sera réalisée dans le cadre d'une convention avec des Turcs, sera lancée directement après le déconfinement, mettant en avant l'achèvement de étude de ce projet. Un projet qui n'a pas permis l'entame des travaux de restauration à cause de la suspension de navigation aérienne engendrée par la pandémie du Covid-19, a-t-elle fait observer. Malika Bendouda, qui s'est enquis de cet édifice religieux, érigé en 1797 à l'époque de "Mohamed Bey El Kébir" a exprimé sa satisfaction quant au relogement des familles qui squattaient ce site dans de nouveaux logements par les autorités locales qui attendent de pied ferme le lancement des travaux de cette opération de restauration.Toujours, dans le cadre du partenariat avec les Turcs, il est prévu la restauration du Palais du Bey dont les travaux seront lancés également, après le déconfinement. Ce projet de restauration a l'avantage d'assurer la formation de la main d'œuvre algérienne dans ce domaine, notamment pour acquérir le savoir faire en la matière leur permettant de participer à la concrétisation d'autres projets de restauration, a souligné la ministre. Par ailleurs, le site historique "Portus Magnus" situé dans la commune de Bethioua à l'Est d'Oran et représentant "des ruines d'une ville romaine", bénéficiera d'une opération d'une clôture de protection, a annoncé la ministre lors de sa visite sur ce site qui s'étend sur une superficie de 49,32 hectares. Un site classé en 1968 et qui a bénéficié en 2011 d'une étude d'un plan de sauvegarde et de restauration. Ce site historique sera doté d'un bureau formé de deux représentants du Centre national des recherches préhistoriques, sciences de l'homme et d''histoire, du Centre national d'archéologie et de l'Office national de la gestion et de l'exploitation des biens culturels protégés, pour entamer les travaux de fouille organisée et spécialiser le siège de la protection des pièces archéologiques a fait savoir Mme Bendouda. En réponse à une question sur les salles de cinéma, la ministre a fait savoir qu'il y a une réflexion pour trouver une formule avec le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales pour récupérer les salles et éventuellement les remettre aux privés, à l'instar des jeunes qui veulent investir dans domaine. La deuxième journée de la visite du ministre de la Culture et des Arts dans la wilaya d'Oran a été consacrée à l'inspection de plusieurs autres sites archéologiques, dont le Palais du Bey et la Mosquée du Pacha, à haï Sidi El Houari et le Fort de Santa Cruz, un monument historique édifié sur le mont du Murdjadjo, de même qu'elle s'est rendue sur le chantier du projet de réalisation du nouveau siège de la direction de la culture.Elle a visité, également, dans la soirée du lundi, plusieurs structures culturelles, ainsi que le projet d'aménagement du Palais de la Culture où elle a rencontré les représentants de la société civile qui activent dans le secteur de la culture, de même qu'un théâtre appartenant à un particulier et le Centre de recherche en anthropologie sociale et culturelle (CRASC

Musique

Du Beethoven en concert itinérant pour la présidence allemande de l'UE

L'Ode à la joie de Beethoven, l'hymne de l'Union européenne, a résonné récemment à Bruxelles lors d'un concert itinérant qui a fait étape dans un hôpital et une maison de retraite pour se terminer devant l'Opéra de Bruxelles. L'initiative est venue de l'ambassade d'Allemagne en Belgique, à l'occasion du début de la présidence allemande de l'Union européenne (1er juillet-31 décembre), selon l'ambassadeur Martin Kotthaus. L'Allemagne a choisi de célébrer le 250e anniversaire du compositeur né en 1770 à Bonn avec un spectacle adapté aux restrictions de rassemblements encore en vigueur à cause de la pandémie de coronavirus. Et c'est un camion transformé en scène de concert, avec piano à queue et mur d'enceintes, qui, toute la journée, est allé à la rencontre de ses spectateurs, adultes ou enfants, soignants ou résidents d'une maison de retraite, tous en petits groupes.Le principe de ce voyage en cinq étapes est simple : «si vous ne pouvez pas aller chez Beethoven, alors Beethoven viendra à vous», a expliqué à l'AFP Martin Kotthaus. Sur scène, le pianiste et compositeur allemand Soren Gundermann adapte librement l'Ode à la joie («Ode an die Freude» en allemand), ce poème mis en musique au début du XIXe siècle par Beethoven et dont l'UE a fait son hymne officiel en 1985.«C'est fascinant de voir comment une pièce de musique peut être jouée toujours dans de nouvelles versions», souligne l'ambassadeur. Un des moments les plus émouvants de la journée a été l'étape à la maison de retraite bruxelloise où est décédé, fin avril, des suites de la Covid-19, un survivant belge des camps de concentration nazis. Henri Kichka, né à Bruxelles dans une famille juive d'origine polonaise, avait 94 ans. Martin Kotthaus, qui avait rencontré Henri Kichka l'an dernier, tenait à cet hommage, en présence de la fille du défunt.«Il était un symbole de la volonté de survivre, mais aussi de l'amitié et de l'idée européenne. Il a aussi été un professeur important du souvenir en témoignant beaucoup dans les écoles» après sa déportation, a souligné le diplomate.

Mostra de Venise:

18 films en compétition officielle

La 77e Mostra de Venise se tiendra du 2 au 12 septembre malgré la pandémie de Covid-19 qui a obligé le festival à réduire son programme avec un concours officiel de 18 films, ont annoncé les organisateurs."La Mostra se tiendra aux dates prévues, au prix de quelques renonciations" a déclaré le directeur du festival, Alberto Barbera, cité par les médias. Le concours officiel comprend 18 films, dont quatre italiens des réalisateurs Emma Dante ("Le sorelle Macaluso"),Claudio Noce ("Padrenostro") sur la vague terroriste des années 70, Susanna Nicchiarelli ("Miss Marx") sur la plus jeune fille de Karl Marx et Gianfranco Orsi ("Notturno"), tourné en Syrie. Un autre film italien, "Lacci" de Daniele Luchetti, une histoire d'infidélité dans le mariage d'un couple napolitain, hors-concours, ouvrira le festival. Au total, 60 longs-métrages seront présentés dans cinq catégories différentes et 15 courts-métrages, ainsi qu'une série télévisée, ont précisé les organisateurs. Les réalisateurs viennent de pays comme le Mexique, Israël, la Russie ou l'Iran, le Japon et l'Inde. Le jury de la Mostra qui décernera le Lion d'Or sera présidé par la star australienne Cate Blanchett qui aura à ses côtés l'actrice française Ludivine Sagnier, les cinéastes allemand et roumain Christian Petzold et Cristi Puiu, l'écrivain italien Nicola Lagioia et les réalisatrices britannique et autrichienne Joanna Hogg et Veronika Franz. Le Lion d'Or pour l'ensemble de leur carrière sera décerné à l'actrice britannique Tilda Swinton et à la réalisatrice hongkongaise Ann Hui.Tilda Swinton, 59 ans, est "unanimement reconnue comme une des interprètes les plus originales et les plus intenses à s'être fait connaître à la fin du siècle dernier", avait expliqué il y a une semaine M. Barbera en annonçant cette décision.Ann Hui, quant à elle, est une des réalisatrices les plus appréciées, prolifiques et polyvalentes du continent asiatique.

Opéra

La Scala prévoit la reprise de sa saison le 4 septembre à Milan

La Scala, le prestigieux théâtre de Milan, dans le nord de l'Italie, prévoit de reprendre sa saison le 4 septembre après une longue pause due à la pandémie de la Covid-19, a annoncé lundi son directeur, le Français Dominique Meyer. La saison débutera avec le Requiem de Verdi, joué au Duomo de Milan, la célèbre cathédrale de la capitale économique italienne, puis le spectacle se déplacera le 7 septembre à Bergame et, le 9, à Brescia. Ces deux villes de la Lombardie, la région de Milan, ont été parmi les plus touchées par la pandémie qui a fait en Italie plus de 35 000 morts. Ces trois spectacles seront dirigés par le chef d'orchestre Riccardo Chailly.Dominique Meyer, nommé l'année dernière à La Scala après avoir passé dix ans à la direction de l'Opéra de Vienne, a confirmé que le théâtre prévoyait une perte de 23 millions d'euros de recettes de billetterie en raison de l'annulation de quelque 150 représentations. Il a cependant assuré qu'il n'y aurait aucun trou dans les comptes de La Scala «car nous avons été aidés par les sponsors et la réduction des coûts», a-t-il précisé. L'ouverture du théâtre lui-même à Milan aura lieu le 12 septembre avec la 9e Symphonie de Beethoven. La Scala prévoit pour le moment certaines restrictions jusqu'à fin octobre avec, par exemple, les opéras de Giuseppe Verdi, la Traviata et Aïda, exécutées sous forme de concert, avant une reprise normale de ses spectacles en novembre. Parmi les grandes dates à retenir de la reprise musicale, le 5 décembre, avec un récital du célèbre pianiste et chef d'orchestre Daniel Barenboim.

Sûreté d'Alger :

Une bande criminelle spécialisée dans le vol de véhicules et la contrebande internationale démantelée

Les services de la Police judiciaire relevant de la Sûreté de la wilaya d'Alger ont démantelé un réseau criminel de 14 individus, spécialisé dans le vol de véhicules, la contrebande internationale et la falsification de documents administratifs, et saisi 23 véhicules et des montants d'argent. S'exprimant lors de la présentation des ces mis en cause à la presse nationale au siège de la Brigade de recherche et d'intervention (BRI) de Baraki (Sud d'Alger), le lieutenant de police, Saoudi Selma a expliqué que cette affaire, traitée par la BRI de la sûreté de la wilaya d'Alger, a abouti au démantèlement d'un réseau criminel composé de 14 individus soupçonnés s'adonnant au vol de véhicules, la contrebande internationale et la falsification des documents administratifs et des dossiers de base. Cette affaire, s'est soldée par la récupération de 23 véhicules et des sommes d'argent en monnaie nationale et en devises. De son côté, le chef de la première section de la BRI relevant de la police judiciaire d'Alger, Tighilt Ferhat Djamel a indiqué que les éléments de la brigade ont exploité des informations faisant état d'un groupe d'individus s'adonnant à la falsification des dossiers de base pour véhicules touristiques et utilitaires, ajoutant qu'après avoir saisi le procureur de la République, territorialement compétent, la brigade a entamé des investigations qui ont abouti au démantèlement d'une association criminelle organisée, spécialisée dans la falsification de dossiers de base et des numéros de châssis. Dans le même sillage, il a expliqué que le ressort de compétence s'est élargi au-delà des frontières internationales jusqu'à l'Allemagne, la France et le Luxembourg, outre certaines wilayas du pays, dans le cadre de cette opération qui a conduit à la récupération de 23 véhicules, l'arrestation de 14 individus suspects et la récupération d'un montant en monnaie nationale avoisinant les 60 millions de centimes et une somme en devise estimée à 2000 dinars irakiens, en sus de l'ensemble des dossiers administratifs utilisés dans la falsification. Après accomplissement des formalités juridiques en vigueur, les mis en cause ont été présentés devant les juridictions compétentes.

Lutte contre la criminalité : 7 narcotrafiquants arrêtés et plus de 145 kilogrammes de kif traité saisis à Tlemcen, Oran et Béchar

Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, des détachements combinés de l'ANP ont arrêté, le 28 juillet 2020, sept (07) narcotrafiquants et saisi (145,3) kilogrammes de kif traité lors d'opérations distinctes menées à Tlemcen, Oran en 2e Région Militaire et Béchar en 3e Région Militaire".Dans le même contexte, des détachements de l'ANP ont intercepté en coordination avec les éléments de la Gendarmerie nationale et les services de la Sûreté nationale, trois (03) narcotrafiquants et saisi (31496) comprimés psychotropes dans différentes opérations menées à Constantine, Sétif en 5e Région Militaire et El-Oued en 4e Région Militaire, tandis qu'un (01) contrebandier a été arrêté et (1000) cartouches pour fusils de chasse et (5000) paquets de cigarettes ont été saisis à Tébessa/5eRM. De même, des détachements de l'ANP ont appréhendé, en coordination avec les services des Douanes, à Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar en 6e Région Militaire et Djanet en 4e Région Militaire, (21) individus et saisi quatre (04) véhicules tout-terrain, deux (02) camions, (3800) litres de carburants ainsi que (20) groupes électrogènes, (09) marteaux piqueurs, (18) morceaux de dynamite et (04) mètres de mèche de détonation et d'autres objets servant dans des opérations d'orpaillage illicite.Par ailleurs, des Garde-côtes ont mis en échec des tentatives d'émigration clandestine de (103) individus à bord d'embarcations de construction artisanale à Oran, Tlemcen, Annaba, Skikda et El-Tarf, alors que (46) immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à Bordj Badji Mokhtar et In Amenas.

Complexe Sider El Hadjar :

7 individus sous contrôle judiciaire pour vol de matériels

Sept (7) personnes ont été placées sous contrôle judiciaire dans une affaire de vol de matériels électroniques et électriques au complexe Sider El Hadjar d'Annaba. Une huitième personne présentée dimanche avec ce groupe dans la même affaire devant le juge instructeur près le tribunal d'El Hadjar a été relaxée. La brigade de la Gendarmerie d'El Hadjar a ouvert, juin passé une enquête suite à une plainte contre x faite par le complexe Sider El Hadjar à la suite de la disparition de matériels électroniques et interrupteurs électriques à l'unité du Haut fourneau N° 2.Le directeur général du complexe Sider El Hadjar, Réda Belhadj, a déclaré qu'après la plainte contre x déposée dans l'affaire de disparition de matériel électroniques et électriques, l'administration du complexe a procédé à la suspension à titre conservatoire de huit (8) employés travaillant dans la zone, où a eu lieu le vol. Le même responsable a précisé que les équipements disparus ont été remplacés tandis que le Haut fourneau n 2 demeure à l'arrêt depuis mars passé dans le cadre des mesures préventives contre le Covid-19 "mais est prêt à reprendre l'activité». Le complexe dispose actuellement d'un stock suffisant de produits semi-industrialisés nécessaires pour le fonctionnement des autres unités productives du complexe.

Bechar

Deux dealers mis hors d'état de nuire

La brigade de recherches et d'investigations, BRI, relevant de la sûreté de wilaya de Béchar vient de mettre hors d'état de nuire un dealer âgé de 20 ans qui vendait du kif traité en milieu juvénile. Son arrestation a eu lieu suite à l'exploitation d'un renseignement fiable, selon le communiqué de presse de la cellule de communication et des relations générales de la sûreté de wilaya de Béchar. Les éléments de la BRI ont saisi sur lui 34,5 g de kif traité sous forme de petits morceaux préparés à la vente. Le mis en cause a été présenté par devant le procureur de la République près le tribunal de Béchar qui l'a déféré devant le juge lors d'une comparution directe. Ce dernier magistrat l'a placé en détention préventive en attendant son jugement. Par ailleurs, la même brigade vient de mettre fin aux activités néfastes d'un dealer qui vendait des comprimés au niveau du centre- ville de la capitale de la Saoura. Selon le communiqué de la cellule de communication de la sûreté de wilaya de Béchar, c'est au cours d'une ronde que les éléments de la BRI ont interpellé un individu au comportement suspect. Au moment de la fouille corporelle d'usage, le dealer était en possession de 12 comprimés de différentes marques et de différents dosages ainsi que de la somme de 4 700 DA provenant de la vente. La perquisition mandatée de son domicile familial a permis de saisir 20 autres comprimés de psychotropes. Il a été placé en détention préventive lors d'une comparution directe devant le tribunal de Béchar en attendant son passage devant le juge pour détention et vente de comprimés de psychotropes.

El Tarf :

Saisie de près de 15.000 comprimés psychotropes à El Ayoun

La brigade de la Gendarmerie d'El Ayoun relevant de la compagnie de la daïra d'El Kala (El Tarf) a mis fin aux agissements d'un réseau de trafiquants de stupéfiants composé de quatre (04) individus et récupéré près de 15.000 comprimés psychotropes.S'exprimant lors d'un point de presse tenu au siège du groupement de la gendarmerie d'El Tarf, le commandant Nouasri a précisé que le démantèlement de ce réseau de dealers, spécialisé dans la commercialisation de différents types de comprimés hallucinogènes, est intervenu à la suite d'une information faisant état de ce trafic.L'enquête diligentée par les services de la Gendarmerie ont permis d'arrêter deux (02) premiers suspects dont l'un portait un sac à dos contenant pas moins de 14.850 comprimés psychotropes, qu'ils entendaient écouler localement. eux (02) autres acolytes, impliqués dans ce trafic de stupéfiants, sont activement recherchés, avant de signaler que les dealers sont originaires de la commune frontalière d'El Ayoun. Les deux premiers mis en cause, âgés d'une trentaine d'années, seront présentés "incessamment" devant le magistrat instructeur près le tribunal d'El Kala pour répondre des griefs qui leur sont reprochés, à savoir "détention de produits hallucinogènes à des fins de commercialisation.

Constantine:

Arrestation d'un individu pour agression d'un médecin

Les éléments de la troisième sûreté urbaine relevant de la sûreté de wilaya de Constantine ont appréhendé un jeune pour agression d'un médecin permanencier au cours de l'exercice de sa fonction. L'agresseur, âgé de 25 ans, s'était présenté dans la nuit au service des urgences chirurgicales du Centre hospitalo-universitaire (CHU) Dr Benbadis exigeant du staff médical l'ablation du plâtre qu'il porte à la main. Le médecin permanencier a tenté d'expliquer au jeune que des cas plus critiques nécessitent une prise en charge immédiate par le staff médical et paramédical en poste quand le jeune s'est mis à l'insulter. Une alerte a été donnée et des éléments de la police se sont dépêchés sur les lieux, de suite. Présenté devant le tribunal de Constantine pour "agression d'un fonctionnaire dans l'exercice de sa fonction", le mis en cause a été placé sous mandat de dépôt.

Coupe arabe des nations 2021 :
Le vainqueur empochera 5 millions dollars

Le vainqueur de la Coupe arabe des nations 2021 de football, prévue au Qatar empochera 5 millions de dollars, tandis que le finaliste se contentera d'un cheque de trois millions, rapportait hier la presse locale. Cette compétition qui se tiendra en novembre et décembre 2021, soit un an avant la Coupe du monde au Qatar, devrait regrouper 22 sélections issues de deux continents (Afrique-Asie). Elle sera disputée dans des stades haut de gamme qui seront également le théâtre, 12 mois plus tard, du Mondial. Une dotation totale de 25 millions de dollars est allouée à cette Coupe arabe des nations, ce qui constitue une première pour une compétition arabe, estime la publication qatarie "Stade Doha". Le tournoi impliquera uniquement des joueurs locaux, étant donné qu'il se déroulera en dehors des fenêtres du calendrier international."La compétition sera donc l'occasion à la sélection nationale des joueurs locaux, sous la direction de l'entraîneur Madjid Bougherra, de faire ses preuves et défendre les couleurs nationales lors de cette épreuve qui s'annonce grandiose", selon la FAF.Le format détaillé de la compétition ainsi que le calendrier de la compétition seront communiqués prochainement par la FIFA."En coopération avec le Qatar, la FIFA souhaite profiter de l'occasion pour promouvoir le meilleur du football arabe tout en garantissant les normes les plus élevées en matière d'organisation événementielle et d'hospitalité", a expliqué le président de la Fédération internationale, Gianni Infantino, dans son invitation adressée à la FAF, assurant qu'il s'agira en outre d'un coup d'envoi idéal pour la grande fête du football qui se prolongera dans la région jusqu'à la finale de la Coupe du monde 2022.

Atal au Real Madrid : La rumeur enfle

La rumeur faisant état d'un possible intérêt du Real Madrid pour Youcef Atal est en train de gagner du terrain en Espagne. Après AS, c'est autour, hier, de Mundo Deportivo de s'intéresser à ce dossier. Le quotidien sportif catalan a donné du crédit à des informations rapportées par des sites français qui assurent que Zineddine Zidane suivrait de près l'international algérien. «Atal dans l'orbite du Real », titre Mundo Deportivo qui rappelle que le technicien français est à la recherche d'une doublure pour Dani Carvajal, en dépit du retour de prêt d'Alvaro Odriozola qui n'entre pas dans les plans la star franco-algérienne pour la saison prochaine, le désormais ex-joueur du Bayern Munich n'ayant joué que 156 minutes en Bundesliga lors de l'exercice écoulé. Le média catalan qui estime la valeur marchande du latéral droit volant de l'OGC Nice aux environs de 20 millions d'euros, insiste sur la polyvalence de l'ancien joueur du Paradou AC. « Youcef Atal est capable de jouer à différentes positions sur le couloir droite, même si lors de ses deux dernières saisons en France, il a évolué beaucoup plus comme latéral», écrit Mundo Deportivo dans sa version électronique, tout en invitant ses lecteurs à découvrir le talent du champion d'Afrique 2019 a travers une vidéo retraçant ses performances avec le Gym. Il faut dire que jusquelà, la direction de l'OGC Nice s'est montrée défavorable à l'idée de laisser partir son jeune joueur dès cet été. En effet, faisant l'objet de convoitise de la part de plusieurs grandes écuries européennes qui voulaient s'attacher les services du jeune polyvalent des Verts, la direction de l'OGC Nice a tranché la question, en décrétant l'Algérien intransférable, du moins cet été, si l'on se réfère à la déclaration du président Jean-Pierre Rivière, il y a quelques semaines. Interrogé sur la politique du club pour le prochain mercato et surtout sur le sort de l'effectif de la saison actuelle, qui pour rappel s'est achevée avant terme, le patron de l'OGC Nice a assuré qu'il ne compte pas chambouler son effectif cet été, en gardant les meilleurs éléments.«On compte conserver Youcef Atal avec nous et on va le conserver», a affirmé Jean-Pierre Rivière. Une déclaration assez claire qui traduit les intentions de la direction de Nice vis-à-vis de l'Algérien. Our rappel, Youcef Atal, et bien qu'il n'ait disputé que 14 matchs cette saison avec sa formation en raison de la grave blessure au genou, qu'il avait contractée bien avant la fin de la phase aller du championnat de la Ligue 1 en France, était sur les tablettes de plusieurs clubs en Europe.

Fin de saison :
Le MCA met la pression sur la FAF

La direction du Mouloudia d'Alger a publié, mardi, un communiqué de presse affirmant qu'elle n'accepterait pas l'attribution du titre de champion d'Algérie 2019/2020 au leader actuel du championnat national, le CR Belouizdad. Les dirigeants mouloudéens ont exprimé, à plusieurs reprises, leur désaccord avec l'idée de l'attribution d'un titre de champion. « Nous demandons à la FAF de prendre une décision responsable qui va dans l'intérêt commun de toutes les équipes pour éviter tout dépassement. », a indiqué le communiqué. L'équipe algéroise est à seulement trois points du leader avec un match en retard, à neuf journées de la fin de l'exercice en cours. La FAF a procédé à une consultation écrite auprès des membres de son AG sur la fin de la saison. Le résultat sera annoncé, ce mercredi, sur le site de l'instance fédérale. Pour rappel, une centaine de supporters du MC Alger ont décidé de protester devant le siège de la FAF avant même l'annonce officielle.

Consultation FAF :
La LFP s'est abstenue

La Ligue de football professionnel a annoncé, dans un récent communiqué, qu'elle n'avait pas pris part à la consultation écrite organisée auprès la composante de l'Assemblé général de la FAF au sujet de l'avenir de la saison 2019/2020.La Ligue n'est pas la seule à ne pas avoir pris part au sondage de la Fédération. 96 membres sur l'ensemble des 112 de l'Assemblé générale ont voté. Coté clubs, seuls deux formations ne se sont pas exprimées, il s'agit de l'ES Sétif et de la JS Kabylie. « La LFP souscrit pleinement au contenu du discours du Ministre de la jeunesse et des Sports prononcé ce mardi à Alger, sur le sujet. », a affirmé la Ligue.« Le bureau fédéral est le seul organe habilité à décider du sort de la saison en cours, conformément à l'article 82 des statuts de la FAF », a indiqué Sid Ali Khaldi. Le MJS s'est, depuis le début, opposé à cette initiative de la FAF, elle avait refusé de donner une autorisation pour la tenue d'une AG Extraordinaire. « Aussi la LFP appelle tous les acteurs du football à favoriser la voie de la sérénité pour le bien de notre football. Elle les invite à faire preuve de discernement et se montrer digne de la mission qui leur est dévolue », a ajouté le communiqué.

MJS :
Khaldi appelle la FAF « à privilégier l'intérêt du pays »

Le ministre de la Jeunesse et des Sports, Sid Ali Khaldi, a appelé mardi le bureau fédéral de la Fédération algérienne de football (FAF), à l'occasion de sa réunion prévue mercredi pour décider du sort du championnat national 2019-2020, à « privilégier l'intérêt suprême du pays et faire preuve de sens de responsabilités, de sagesse et de raison ». « Le bureau fédéral est le seul organe habilité à décider du sort de la saison en cours, conformément à l'article 82 des statuts de la FAF. Je saisis cette occasion pour lui demander de mettre l'intérêt suprême du pays au-dessus de toutes autres considérations et de faire preuve d'un sens de responsabilités, de sagesse et de raison », a déclaré le ministre en marge de la signature d'un accord-cadre à Alger entre les ministères de la Jeunesse et des Sports et de la Poste et des Télécommunications pour accompagner le mouvement sportif national.Il a également appelé la fédération, lorsqu'elle traitera ce dossier, à « instaurer une atmosphère de tranquillité et de stabilité, surtout dans cette circonstance exceptionnelle que traverse notre pays et les grands défis qui l'attendent »

Bessa N

ES Setif
Arab : « On s'est abstenu par conviction »

Dans une déclaration au média officiel de l'ES Sétif, le président de la SSPA/ESS, Azzedine Arab, s'est exprimé au sujet de la position de son club concernant la consultation écrite de la FAF et de la fin de saison. « À l'heure actuelle, je m'occupe exclusivement des affaires de mon équipe afin de mettre fin à ses problèmes. Préserver ses meilleurs éléments et je ne réfléchis pas à la présidence de la LFP. », a d'abord démenti le responsable sétifien. Azzedine Arab a ajouté : « Le Bureau fédéral a pris beaucoup de retard dans sa prise de décision. Il fallait trancher sur l'avenir de la saison 2019/2020 lors des derniers mois afin d'éviter les derniers problèmes confrontés par les acteurs de ce secteur. » « L'ES Sétif s'est abstenu de participer à la consultation écrite par conviction, mais il respecte les décisions des membres de l'Assemblée générale. », a conclu le président du club de Sétif.

LE MEILLEUR ACCUEIL VOUS SERA RÉSERVÉ

Le Monde De l'administration
Fondation pour l'édition et la publicité
EDITER PAR LA EURL EL HAOUAFIZE
Président directeur général
Directeur des publications
MME SEMROUNI.K
Directeur adjoint
Z.NACER
DIRECTEUR GENERAL FONDATEUR
MME SEMROUNI.K
MONDE DE L'ADMINISTRATION
REDACTEUR EN CHEF
A.SALIM
SIEGE SOCIAL
22 RUE SAHRAOUI EL ACHOUR –ALGER
DIRECTION FAX/TEL
023957070
COMPTE NUMERO
00500111214563616 7 BDL
ANEP TEL 021737778
021737128
FAX 021739559
DIFUSION
OUEST- CENTRE- EST
IMPRESSION
SIA

16
de l'administration
Le Monde
Quotidien National d'Information ● www.lemondeadm.com
Jeudi 30 Juillet 2020 / N° 919 Prix : 20 DA

Conseil constitutionnel

Feniche s'entretient avec un expert français

Le président du Conseil constitutionnel, Kamel Feniche, a tenu hier par visioconférence une séance de travail avec le constitutionnaliste français, Pr Dominique Rousseau et ce, dans le cadre des activités de coopération internationale. Cette rencontre s'est déroulée en présence des membres du Conseil constitutionnel, des directeurs d'études et de recherches du Centre des études et de recherches constitutionnelles, et des cadres de l'administration ainsi que de M. Edwin Carrie, représentant adjoint du programme des Nations unies pour le développement en Algérie. L'entretien s'inscrit dans le cadre de la convention de coopération liant le Conseil constitutionnel au programme des Nations unies pour le développement, intitulée "la constitution au service du citoyen: projet d'appui au conseil constitutionnel", et va porter sur l'élaboration d'une stratégie de communication visant la diffusion de la culture constitutionnelle ainsi que la duplication des meilleurs pratiques étrangères en la matière. L'objectif, explique-t-on de même source, est de promouvoir la culture constitutionnelle auprès du citoyen algérien, des praticiens du Droit et des différents intervenants dans la concrétisation du mécanisme de l'exception d'inconstitutionnalité, consacré par l'article 188 de la Constitution, en l'occurrence les juridictions et les institutions publiques."Ces efforts s'alignent aux aspirations du Conseil constitutionnel pour la concrétisation de l'Etat de droit et la protection des droits et libertés ainsi que l'enracinement d'un nouveau modèle de gouvernante basé sur une démocratie participative efficace et qui préserve, au citoyen, ses droits et libertés constitutionnels".

Hadj

Début des rituels à la Mecque

Les Hadjis ont commencé hier les rituels du Hadj qui se déroule à La Mecque cette année en format très restreint et dans le respect de nombreuses précautions sanitaires pour cause de pandémie de coronavirus (Covid-19).Portant un masque et se tenant à distance les uns des autres, les fidèles ont tourné autour de la "Kabaa", au cœur de la Grande mosquée de La Mecque, selon des images en direct des télévisions saoudiennes. Contrairement à accoutumée et pour cause de pandémie de Covid-19, les hadjis ne seront pas autorisés à toucher la Kaaba afin de limiter les risques d'infection, ont indiqué les autorités saoudiennes, disant avoir déployé cliniques mobiles et ambulances sur le terrain pour faire face à toute éventualité. Ryad a indiqué que seulement un millier de fidèles résidant dans le royaume seraient autorisés cette année, les médias locaux faisant état de quelque 10.000, soit une infime fraction des 2,5 millions de fidèles ayant accompli les rituels du Hadj en 2019.

Les hadjis ont été soumis à des contrôles de santé et placés en quarantaine à leur arrivée à La Mecque ce week-end. Leurs bagages ont été désinfectés, selon des images des médias saoudiens.

Rapatriement

7.740 citoyens algériens rapatriés depuis le 20 juillet

La deuxième phase de l'opération de rapatriement des ressortissants algériens bloqués à l'étranger, lancée le 20 juillet courant, se poursuit toujours, avec le rapatriement à ce jour de 2582 citoyens supplémentaires, depuis le dernier bilan partiel fourni par le ministère des Affaires étrangères (MAE), le 26 juillet matin, portant ainsi le nombre total des personnes rapatriées à 7.740 citoyens, a indiqué mardi le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Abdelaziz Benali Cherif.Le porte-parole du MAE a précisé dans une déclaration que les rapatriements se sont déroulés comme suit :

26 juillet 2020 (complément) :

- 276 ressortissants rapatriés vers l'aéroport d'Alger depuis Marseille (France).
- 260 ressortissants rapatriés vers l'aéroport d'El Oued depuis Le Caire (Egypte).
- 609 ressortissants rapatriés vers l'aéroport d'Alger sur deux vols depuis Paris (France).

27 juillet 2020 :

- 279 ressortissants rapatriés vers l'aéroport de Sétif sur deux vols depuis Lyon (France).
- 597 ressortissants rapatriés vers l'aéroport d'Alger sur deux vols depuis Paris (France).
- 127 ressortissants rapatriés vers l'aéroport d'Alger depuis Lyon (France).

- 205 ressortissants rapatriés vers l'aéroport d'Annaba depuis Amman (Jordanie).

28 juillet 2020 :

- 229 ressortissants rapatriés vers l'aéroport d'Alger depuis Moscou (Russie).

L'opération de rapatriement se poursuivra ce mardi et ce jusqu'au 30 juillet 2020, à travers 10 vols programmés pour le rapatriement de 2349 citoyens bloqués inscrits sur la plateforme numérique en France, en Russie, en Ukraine, au Royaume Uni, au Qatar et aux Etats-Unis, a précisé M. Abdelaziz Benali Cherif.

Aïd El Adha : Les journées du 31 juillet et 1er août chômées et payées

Les journées du vendredi 10 et samedi 11 Dhou El Hidja 1441 de l'Hégire correspondant au 31 juillet et au 1er août 2020, jours de l'Aïd El Adha, seront chômées et payées pour l'ensemble des personnels des institutions et administrations publiques, ainsi que pour les personnels des entreprises publiques et privées."A l'occasion de la fête de l'Aïd El Adha et conformément à la loi n 63-278 du 26 juillet 1963 modifiée et complétée fixant la liste des fêtes légales, les journées du vendredi 10 et samedi 11 Dhou El Hidja 1441 de l'Hégire, correspondant au 31 juillet et 1 août 2020, sont chômées et payées pour l'ensemble des institutions et administrations publiques, des établissements et offices publics et privés, ainsi que pour les personnels des entreprises publiques et privées, tous secteurs et statuts juridiques confondus, y compris les personnels payés à l'heure ou à la journée", précise le communiqué de la Direction générale de la Fonction publique. Toutefois, relève la même source, les institutions, administrations, établissements, offices et entreprises précités, sont tenus de prendre les mesures nécessaires pour assurer la continuité des services organisés en mode de travail posté.

POINT DE SITUATION DE L'EPIDEMIE DE CORONAVIRUS COVID-19

AU 29 juillet 2020

Au total dans le monde : 16 776 680 cas confirmés et 661 203 décès.
- Afrique *: 873 331 cas confirmés et 18 471 décès
- Amérique : 8 988 101 cas confirmés et 346 789 décès
- Europe : 2 845 800 cas confirmés et 203 100 décès
- Océanie : 17 078 cas confirmés et 197 décès
- Asie: 3 983 914 cas confirmés et 91 559 décès

Les États-Unis est le pays le plus touché par la pandémie avec 4 351 997 cas confirmés et 149 256 décès.
Suivi par le Brésil avec 2 483 191 cas confirmés et 88 539 décès.
L'Inde est à la 3ème position avec 1 531 669 cas confirmés et 16 147 décès.

Nombre de cas cumulés confirmés, rapporté par continent et par pays :

Afrique: 873 331 cas; le pays notifiant le plus de cas c'est l'Afrique du Sud (459 761), l'Égypte (92 947), le Nigéria (41 804), le Ghana (34 406).

Asie : 3 983 914 cas; les cinq pays notifiant le plus de cas sont l'Inde (1 531 669), l'Iran (296 273), le Pakistan (276 288), l'Arabie saoudite (270 831) et le Bangladesh (229 185).

Amérique : 8 988 101 cas; les cinq pays déclarant le plus de cas sont les États-Unis (4 351 997), le Brésil (2 483 191), le Mexique (402 697), le Pérou (395 005) et le Chili (349 800).

Europe : 2 845 800 cas; les cinq pays déclarant le plus de cas sont la Russie (823 515), le Royaume-Uni (300 692), l'Espagne (280 610), l'Italie (246 488) et l'Allemagne (206 926).

Océanie : 17 078 cas; les cinq pays notifiant le plus de cas sont l'Australie (15 304), la Nouvelle-Zélande (1 209), Guam (351), la Papouasie-Nouvelle-Guinée (63) et la Polynésie française (62).

Nombre de décès rapporté par continent et par pays :

Afrique: 18 471 décès; le pays déclarant le plus de décès c'est l'Afrique du Sud (7 257), l'Égypte (4 691), le Nigéria (868) et le Soudan (725).

Asie : 91 559 décès; les cinq pays déclarant le plus de décès sont l'Inde (34 193), l'Iran (16 147), le Pakistan (5 892), la Turquie (5 645) et l'Indonésie (4 901).

Amérique : 346 789 décès; les cinq pays déclarant le plus de décès sont les États-Unis (149 256), le Brésil (88 539), le Mexique (44 876), le Pérou (18 612) et le Chili (9 240).

Europe : 203 100 décès; les cinq pays déclarant le plus de décès sont le Royaume-Uni (45 878), l'Italie (35 123), la France (30 223), l'Espagne (28 436) et la Russie (13 504).

Océanie : 197 morts; les cinq pays déclarant des décès sont l'Australie (167), la Nouvelle-Zélande (22), Guam (5), les îles Mariannes du Nord (2) et la Papouasie-Nouvelle-Guinée (1).

Afrique du nord et pays frontaliers de l'Algérie*:

- Maroc 20 887 cas confirmés et 316 décès ;
- République Arabe Sahraouie 766 cas confirmés et 01 décès ;
- Mauritanie 6 171 cas confirmés et 156 décès ;
- Mali 2 513 cas confirmés 124 décès ;
- Niger 1 132 cas confirmés et 69 décès ;
- Libye 2 827 cas confirmés et 64 décès ;
- Tunisie 1 455 cas confirmés et 50 décès ;
- Egypte 92 947 cas confirmés et 4 691 décès.

EN ALGÉRIE

614 nouveaux cas ont été confirmés COVID-19 biologiquement à la PCR dont 12 décès.

Au total, 29 229 cas cumulés dont 1 186 décès ont été confirmés COVID-19

Les analyses des prélèvements à l'infection au coronavirus COVID-19 sont actuellement confirmées ou infirmées par les laboratoires de diagnostics cités comme suit :

- Laboratoire de référence de l'Institut Pasteur d'Algérie à Alger ;
- Laboratoire central de l'EHS El Hadi Flici à Alger ;
- Laboratoire d'immunologie de CHU Beni Messous à Alger ;
- Annexe IPA Oran ;
- Annexe IPA Constantine ;
- Annexe IPA M'Sila ;
- Laboratoire Central EPH Ouargla ;
- Université de Tizi-Ouzou ;
- Laboratoire central Centre lutte Contre le Cancer Batna ;
- Laboratoire m SADE-LAOUD Batna ;
- Centre de lutte Contre le Cancer (C.L.C.C) Bechar ;
- CHU Annaba ;
- CHU Sétif ;
- Faculté de médecine de Bejaia en collaboration avec CHU de Bejaia ;
- Laboratoire central de l'EPH de ThéniaBoumerdes
- Laboratoire d'hygiène Tipaza
- Laboratoire d'Analyse EL MEDJED El Oued ;
- Service de microbiologie CHU Constantine
- Laboratoire central du CHU Tlemcen

Sources :

- Rapports de situation sur les nouveaux coronavirus (2019-nCoV) - Organisation mondiale de la santé (OMS)
https://www.who.int/emergencies/diseases/novel-coronavirus-2019/situation-reports
- Centres européens de contrôle et de prévention des maladies (ECDC)
https://www.ecdc.europa.eu/en
- Notification d'épidémie - Commission nationale de la santé (NHC).
https://www.sinoptic.ch/sante/coronavirus-2019-novel-cov/archives-nhc-2020-04/
- Ministère de la santé Algérie www. sante .gov.dz
- Centre pour la science et l'ingénierie des systèmes (CSSE) de l'université américaine Johns Hopkins.
https://www.arcgis.com/apps/opsdashboard/index.html#/bda7594740fd40299423467b48e9ecf6